

Rédaction - Administration :  
2, rue Richard-Lenoir,  
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 84.  
Télex: PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN  
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication: Alain Bobbio.  
Numéro de la Commission paritaire: 46722.  
Imprimé par Rotographie.

# rouge

LUNDI 29 MARS  
1976

## Une tactique responsable ?

La grève des cheminots est maintenant terminée. Les fédérations CGT et CFDT peuvent expliquer qu'il existe « une position de force qui laisse intacte les possibilités d'actions », la vérité est qu'une occasion a été manquée: une combativité comme on n'en avait jamais vue à la SNCF depuis 1971 n'a pu finalement déboucher que sur une reprise du travail, centre par centre dans la confusion.

### Etait-ce inévitable ?

Il est vrai que la signature de la FGAAC, de la CFTC, de FO, de la CGC, et de la FMC a rendu un bon service au gouvernement, dont elle a avalisé la politique de compression du pouvoir d'achat. Mais elle ne saurait servir d'alibi pour tout expliquer. La meilleure preuve en est qu'après cette signature, le mouvement est resté extrêmement massif tout au long des 48 heures du grève nationale.

Le fond de l'affaire est donc ailleurs: c'est la tactique de lutte, c'est l'orientation suivie par les syndicats majoritaires qui est ici en cause.

SUITE PAGE 7

## L'OPPOSITION DEMOCRATIQUE SE REGROUPE EN ESPAGNE

VOIR PAGE 12

### OUESSANT ILE NOIRE



A Ouessant, les bidasses continuent à jouer les vidangeurs de la mer avec des moyens dérisoires. « L'armée fera de toi un homme », qu'on leur disait...

● **Argentine : les mesures répressives de la junte p. 2**

● **Les nouveaux projets de réforme pénale p. 4**

● **Chine : Mao entre en lice contre Teng p. 12**

## DU VENT!

● « Il faut laisser travailler les Français... »  
déclare Giscard à Colmar

● **Qu'en pensent les 1 500 000 chômeurs ?**

Giscard n'avait pas grand chose à dire en Alsace. Hormis quelques gentilles polies à l'égard des notables du cru, quelques réflexions plates à propos du tunnel routier qu'il inaugurerait, notre président est revenu sur le « climat politique ».

« Le pays ne peut pas vivre en campagne électorale permanente » a-t-il déclaré à Colmar, oubliant sans doute que son Premier ministre avait, la veille, lancé la bataille des législatives de 1978 devant les parlementaires Républicains indépendants réunis à Nice. Mais, a-t-il ajouté, « il faut laisser travailler les Français ». Ce que seront sûrement très heureux d'apprendre le million et demi de chômeurs et les centaines de milliers de travailleurs dont les horaires de travail ont été réduits du fait de la crise.

Concluant son discours, Giscard a posé deux questions: « Fallait-il entreprendre ces réformes? Evidemment oui. Faut-il rester au milieu du quai? Evidemment non ». Peut-on être décidément plus creux?

Voir page 5

## 459 SIGNATURES DANS LE TRAIN DE 17 H 05 !

Les conditions de transport étant encore plus déplorables que d'habitude, le vendredi 26 mars, dans le train parti de Mulhouse à 17 h 05 et arrivant à Paris à 21 h 10, un groupe de soldats décide de faire circuler la pétition suivante:

« Les sous-signés protestent contre les conditions déplorables de transport dans le train de permissionnaires:

- surnombre dans les compartiments
- voyageurs dans les couloirs
- compartiments de 1ère classe innocupés, non déclassés

Nous adresserons cette pétition à la grande presse et à la direction de la SNCF ».

Au total, la pétition a recueilli 459 signatures, dont 134 de soldats ayant voyagé dans le couloir. Ces soldats venaient de RFA, de Mulhouse, d'Altkirch, de Belfort, de Lure, de Luxeuil et de Colmar.

Le train comportait 600 places assises, dont 42 de Première classe non déclassées (restées vides). On peut estimer à plus de 150 le nombre de militaires ayant voyagé dans les couloirs. Ils provenaient en majorité de régiments stationnés à Altkirch et Lure.

## LE MOUVEMENT DES SOLDATS EN ITALIE

« Dès les premiers jours, avec une guitare, nous avons commencé à chanter dans la chambrée « Bella ciao » ou la « ballade de Pinelli ». Presqu'aussitôt la majorité des soldats s'est jointe à nous, et nos chorales se sont transformées en cortèges où l'on chantait Bandiera rossa et hurlait des slogans révolutionnaires. A l'entraînement, quand nous descendions sur la place d'armes, on criait « Avanti Marx » et chantait nos chansons. Les lieutenants nous suppliaient d'arrêter, disaient que nous les enverrions au trou, mais on s'en foutait ».

« Un autre jour les officiers se sont mis en tête de nous envoyer à la messe. Ils nous ont rassemblés et nous ont dit: « vous rompez les rangs et vous allez à la messe ». Un camarade est intervenu en disant qu'aucun article du règlement ne pouvait nous y obliger puisque nous n'étions pas religieux. Alors ils l'ont exempté individuellement. A la dispersion, tous les autres l'ont suivi sans que les officiers ne puissent

rien faire. » On est en 1972-73. Le mouvement des soldats italiens commence, les premiers noyaux se structurent. La génération qui a connu le « Mai rampant » vient d'entrer dans les casernes.

En trois ans, toutes les garnisons d'Italie vont être secouées. A l'Est de Rome comme dans les Friuli, au Nord de Trieste, où l'on attend depuis 1945 que les troupes du pacte de Varsovie se présentent à l'horizon du désert des Tartares, les soldats refusent de servir l'ordre des patrons. « Quand l'Almirante est venu en ville faire un meeting fasciste, on nous a dit, au cours d'instruction morale, que l'armée sert à protéger la Démocratie et la Liberté, et que par conséquent nous devons protéger le meeting. Cela a produit une explosion de protestations et d'insultes qu'un soldat a synthétisé avec la phrase: les fascistes n'ont pas plus le droit à la vie qu'à la parole ».

SUITE PAGE 3





## ARGENTINE

Les premières mesures de la Junta

### EPURATIONS, ARRESTATIONS, INTERDICTIONS

Le général Jorge Videla, commandant en chef de l'armée de terre, a été nommé président de la République. Mais la junta, qui regroupe également les commandants en chef de la Marine et de l'Aviation prendra collectivement les décisions essentielles.

La réouverture progressive de tous les établissements publics et des banques semble indiquer que la Junta a le pouvoir bien en main. Pour justifier leur coup d'Etat, un des objectifs immédiats des militaires a été de mettre la main sur tous les dignitaires corrompus de l'ancien régime péroniste. Videla peut ainsi espérer se tailler une réputation d'intégrité à bon compte. Les denrées de première nécessité, sont réapparues dans les magasins, alors qu'elles étaient devenues depuis longtemps introuvables.

L'Institut national des Rémunérations, chargé de décider des hausses de prix et de salaires, a été dissous.

Les forces armées ont étendu leur contrôle sur toutes les entreprises publiques du pays, les chemins de fer, le métro, les télécommunications, etc...

La publication d'un « Programme de réorganisation de la nation », manifestement prêt depuis longtemps, précise un peu les projets des militaires : Patrons et ouvriers sont invités poliment, mais fermement à se remettre au travail. Le droit de grève a été suspendu, mais les « lock-out » ont également été interdits, et les partenaires sociaux sont priés de régler au plus vite leurs différends après arbitrage des

autorités militaires, celles-ci se réservant le droit d'intervenir ensuite.

Un communiqué déclare que « tout membre du personnel des administrations publiques lié à des activités subversives sera congédié » ; c'est donc à une vaste opération d'épurations que l'on va assister dans les prochaines semaines.

Le pouvoir exécutif se réserve également le droit « d'expulser un étranger, résident ou non, lorsqu'il serait condamné par le justice argentine ou se livrerait à des activités affectant la paix sociale, la sécurité nationale ou l'ordre public ».

En même temps que le Parti socialiste des travailleurs, l'organisation « Política Obrera » a été dissoute et ses biens saisis.

Deux membres du PC argentin ont été tués à Buenos Aires pour, selon la police, avoir résisté aux forces venues perquisitionner leur local.

Le sévère contrôle de l'information par la junta empêche de savoir ce qui se passe à l'intérieur du pays. L'annonce que « onze guérilleros » ont été tués vendredi dans la ville industrielle de Cordoba semble indiquer que des affrontements locaux ont éclaté, peu différents toutefois de ceux qui se produisaient sous l'égide de C. Herrera, secrétaire national de l'ex-CGT péroniste à disparu de Montevideo (Uruguay) depuis vendredi soir. Il s'y était réfugié cinq jours avant le coup d'Etat.

A. Vitold

## ISRAEL

### LE GOUVERNEMENT TENTE D'EMPECHER LA GREVE GENERALE

La grève générale des habitants arabes d'Israël, contre la confiscation de leurs terres, se prépare activement.

Elle aura lieu demain et sera massivement suivie. Les manœuvres et la répression du gouvernement sioniste s'accroissent.

Après la convocation des notables collabos pour qu'ils annulent le mouvement, la police a procédé à des arrestations systématiques des diffuseurs de tracts appelant à la journée de lutte. De nombreux militants arabes, quatre diffuseurs de la LCR Matzpen-Marxiste ont passés de nombreuses heures dans les commissariats. Tous les tracts leur sont confisqués.

Les organisations anti-sionistes arabes et juives maintiennent néanmoins leur appel. Des arrestations préventives sur une large échelle sont à craindre dans le but de torpiller la mobilisation.

La répression contre la grève en Israël se double d'une attaque contre l'opposition en Cisjordanie. Deux candidats aux mairies d'Hebron et d'El Bireh ont été expulsés vers le Liban.

Cette prise de position du gouvernement de Tel-Aviv compromet la participation des habitants à la consultation prévue pour le 12 avril.

Immédiatement, une manifestation spontanée a parcouru la ville d'Hebron aux cris de « Nous sommes tous des fedayins, tous sauf



Répression dans les quartiers arabes.

Jabari (le maire collabo) ».

Si la manifestation prévue le 30 mars est maintenue et si elle peut se dérouler, la jonction entre les luttes des Arabes des territoires occupés et d'Israël pourrait commencer à se réaliser.

● A Paris, le 30 mars, aura lieu, un meeting à la Mutualité, salle B à

20 heures, organisé par l'Union générale des étudiants palestiniens. Ce meeting a lieu en solidarité avec la « journée de la terre » et la grève générale lancée par l'ensemble des organisations palestiniennes à la population arabe vivant en territoire occupé et en Israël même. Avec la participation du représentant de l'OLP en France.

## LIBAN

### DAMAS, PLAQUE TOURNANTE DES NEGOCIATIONS

La situation militaire continue à être favorable à la gauche. L'étau se resserre sur Achrafieh, quartier de la bourgeoisie maronite chrétienne de Beyrouth. L'hôtel Hilton, entièrement encerclé, ne résiste plus qu'avec une quinzaine de combattants, coupés de leurs arrières.

Jounieh, ville côtière, « capitale des chrétiens », ressemble de plus en plus à un réduit. Dans la montagne, les combats sanctionnent la déroute des milices réactionnaires.

Gemayel, le leader des Phalanges reconnaît l'échec militaire, et tente d'y répondre par la mobilisation générale. 20 000 personnes se seraient déjà engagées.

En position de force, la gauche cherche maintenant à sanctionner politiquement son avantage. Son porte-parole, Kamal Joumblatt, a discuté samedi avec le président syrien Hafez el Assad.

Les relations entre les organisations progressistes, la résistance palestinienne, l'armée du Liban arabe d'une part, et la Syrie, d'autre part, s'étaient distendues depuis quelques semaines.

Le gouvernement de Damas appuyait le président Frangié alors que les deux-tiers des députés demandaient sa démission. La résistance voyait ses marges de manœuvres, sur le territoire libanais rétrécies par rapport à la situation antérieure à la guerre civile.

En participant à l'offensive, cette dernière voit une façon de modifier à son profit les relations avec Damas, en négociant son rôle dans la situation libanaise.

Car, dans le cadre de l'arrangement global au Moyen-Orient, la bureaucratie de l'OLP désire maintenir un minimum d'indépendance, gage de sa position future dans un mini-Etat de Cisjordanie et à Gaza. Cette volonté est contrebalancée par sa dépendance vis-à-vis des régimes arabes réactionnaires.

C'est pourquoi, l'organisation qui attaque le plus violemment la Syrie est le Front Populaire pour la

Libération de la Palestine, membre du Front du refus (opposé à la solution pacifique dictée par l'impérialisme américain), qui n'a aucun lien avec ce régime. Le FPLP n'est pas dupe de l'attitude actuelle du Fath. C'est pourquoi, il s'adresse, dans ces communiqués, aux militants et cadres de l'organisation palestinienne, et non à l'organisation elle-même, pour qu'ils se rallient aux positions du Front.

A Damas, Joumblatt tente de convaincre les syriens de faire pression sur la droite pour que Frangié démissionne et pour que les revendications sur la laïcité de l'Etat soient prises en compte par le nouvel accord en préparation. Mais la droite ne va-t-elle pas s'obstiner de façon suicidaire ?

R. Brestar

## PORTUGAL

### Une purge contre les étrangers

Le commandant Almada Costa, ministre de l'Intérieur affirme dans une interview accordée à l'hebdomadaire *Expresso* (centre droit) que le gouvernement est fermement décidé « à épurer le pays des étrangers qui l'utilisent abusivement comme un terrain privilégié pour faire la démonstration de leurs dons politiques ».

Par ailleurs, un détachement spécial d'intervention de la police portugaise nouvellement créé a été présenté à la presse samedi matin à Lisbonne. Ce détachement sera composé de quatre cents hommes et pourra intervenir en n'importe quel point du territoire. Spécialement entraînés, ces volontaires sont armés de fusils d'assaut G3 et de gourdins. Ils sont munis de casques d'un gilet de protection amortisseur. Leur uniforme à l'épreuve du feu est de fabrication française. En France, on n'a pas de pétrole, mais on a les CRS...

## LUTTES OUVRIERES EN ARGENTINE

par M. Rovère

### I/ Du retour à la mort de Juan Peron (Mai 73 - Juillet 74)

Le 23 juin 1973, une foule de trois millions de personnes formée en majorité de jeunes et de travailleurs attendait à l'aéroport d'Ezeiza Juan Peron, de retour d'exil ; depuis vingt cinq ans, le péronisme est la force hégémonique au sein de la classe ouvrière argentine. Mais le mot d'ordre de grève générale, lancé à l'aube du coup d'Etat de Videla, par la direction des 62 organisations syndicales péronistes n'est absolument pas suivi.

En 1973, la bourgeoisie argentine, dans l'impasse, a remis son destin entre les mains du *lider* justicialiste. A charge pour lui d'utiliser son prestige au sein des masses pour faire passer les plans de reconstruction économique. En trois ans le système politique péroniste ne résistera pas à cette contradiction.

Les premiers mois de retour au pouvoir du péronisme sont mis à profit pour promulguer une législation répressive sans précédent en Argentine. La loi sur les associations professionnelles consacre la toute-puissance et l'impunité dans les syndicats d'une bureaucratie péroniste intégrée en partie à l'appareil d'Etat, corrompue et « gangstérisée » à la mode américaine. La loi sur l'Arbitrage obligatoire dans les conflits du travail équivaut à l'interdiction du droit de grève. Enfin, les rapports entre travailleurs, patronat et Etat sont strictement régis par le cadre du *Pacte social*, qui réglemente les hausses de salaires et des prix.

Dans cette période, l'attitude opportuniste de l'aile gauche du péronisme sera un facteur de désarroi pour l'avant-garde ouvrière. Pour mettre à profit leur légalité retrouvée et asseoir leur implantation ouvrière, l'organisation des Montoneros et la Jeunesse travailleuse péroniste (JTP) qu'ils influencent, mènent la politique du doigt entre l'écorce et l'arbre. Il faut « aider Peron à se débarrasser de la bureaucratie syndicale ». Dans les premiers mois du nouveau régime, un débat traverse l'extrême-gauche, péroniste et marxiste. Faut-il créer une CGT combattive parallèle ? Faut-il centrer l'effort sur la création de comités de lutte à la base ? C'est une troisième position, celle de la *recupération* (2) des syndicats aux mains de la bureaucratie qui sera reprise par la JTP et les Montoneros. D'où une coupure dramatique. La gauche péroniste impulsera dans les entreprises des luttes économiques et anti-bureaucratiques dures, mais toute centralisation, qui ne peut aboutir qu'à une confrontation politique avec lui-même, est laissée pour compte. La JTP cesse même d'attaquer la loi sur les Associations professionnelles quand Peron prend définitivement position en sa faveur.

Mais les luttes ouvrières, un instant réduites par les concessions accordées lors du retour de Peron n'attendent pas les réajustements de la gauche politique péroniste. Dès juin 73, les ouvriers de l'usine General Motors de Barracas im-

posent le contrôle ouvrier sur les cadences. Les mineurs de la mine de plomb d'El Aguilar, abandonnée par la direction et les cadres, remettent en marche les installations.

Luttes pour le contrôle ouvrier en cette première année du péronisme bis. Mais aussi luttes contre la bureaucratie. Début 74, les luttes pour la démocratie syndicale sont aussi nombreuses que les grèves économiques. Le sommet de ces luttes sera la bataille de Villa Constitución, bataille si décisive qu'on parlera désormais du « Villazo » comme on dit « Cordobazo » pour désigner le soulèvement ouvrier de Cordoba en 69. En mars 74, ont lieu les élections des représentants de la métallurgie. Mais la bureaucratie de la CGT ne veut pas les organiser dans trois entreprises métallurgiques de Villa Constitución, Acinda, Marathon et Metchon. Prétexte : il y a déjà deux délégués, désignés par la bureaucratie en 1970. Le 9 mars, les 3 000 ouvriers d'Acindar occupent l'usine exigeant la fin de la *normalisation* et des élections libres. Les 3 000 ouvriers des deux autres entreprises se joignent à eux. Peron envoie la police encercler la ville. Le 10, toute la ville est en grève : plus de transports, d'administration, de commerce. La lutte impulsée par un groupe de local marxiste, des militants du PST (Parti socialiste des travailleurs) du PRT (Parti révolutionnaire des travailleurs) et des JTP (Jeunes travailleuses péronistes) s'étend à des localités voisines. Des milices d'autodéfense sont organisées. Quand le gouvernement cède, 10 000 personnes, soit l'ensemble de la population active de la ville, défile avant de reprendre le travail.

Est-il possible d'opérer la centralisation des luttes à partir du « Villazo » ? Le 20 avril se tient à Villa Constitución un congrès auquel assistent tous les dirigeants combattifs du syndicalisme argentin : Tosco, Salamanca, Ortega, Peña. Mais aucune mesure de coordination des luttes ne sort de ce congrès qui se contente de publier un manifeste antibureaucratique. La droite péroniste sent le vent du boulet et se prépare à hausser d'un cran la répression. Juan Peron, dans un discours prononcé le 12 juin affiche la fermeté. Mais le 1<sup>er</sup> juillet, il meurt terrassé, laissant la vice-présidente Isabel Peron la tâche d'engager cette offensive.

A SUIVRE

(1) Cette position officielle n'empêche pas une politique d'organisation stricte, menée par les Montoneros, se liquidation physique des bureaucrates les plus compromis ; comme Jose Rucci, secrétaire de la CGT exécuté en août 1973.

(2) Fondée sur la présentation de listes d'oppositions pour les élections syndicales.



## CANADA

### Première grande manifestation unitaire des travailleurs canadiens et québécois 20 000 travailleurs devant le Parlement



Ottawa : de notre correspondant

Afin de protester contre les mesures de contrôle des salaires décidées à l'automne par le gouvernement fédéral canadien dirigé par le Parti libéral de Pierre Elliot Trudeau plus de 20.000 travailleurs se sont rassemblés le lundi 22 mars à Ottawa devant le Parlement.

Cette mobilisation est l'une des plus importantes de l'histoire du mouvement ouvrier au Québec et au Canada. A cette échelle c'est la première manifestation unitaire des travailleurs canadiens et du mouvement ouvrier québécois.

De toutes les provinces anglophones du Canada, et plus particulièrement de l'Ontario industrialisé, des milliers de syndiqués de la Confédération des Travailleurs du Canada (CTC), en autobus, en trains spéciaux, voire en avion ont parcouru des centaines et des milliers de kilomètres pour rejoindre la capitale fédérale à la frontière de l'Ontario et du Québec. Les travailleurs du Syndicat canadien de la Fonction publique, des Métallurgistes unis d'Amérique et de l'automobile constituaient les contingents les plus compacts.

Venant du Québec près de 8 000 syndiqués après s'être rassemblés en cortège autonome ont rejoint les travailleurs canadiens devant le Parlement. Au même moment un débrayage général était organisé par 120.000 syndiqués québécois. Le mouvement ouvrier québécois est à l'heure actuelle engagé dans une bataille décisive menée contre l'Etat provincial à l'occasion du renouvellement des conventions collectives dans le secteur public. Les syndiqués de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), de la Centrale des enseignants du Québec (CEQ) et de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) se sont regroupés en un Front commun dans le secteur public afin de préparer une grève générale illimitée contre l'Etat provincial dirigé par le Parti libéral de Robert Bourassa. Cette bataille représente l'avant-garde de la riposte aux mesures de contrôle de salaires décidées par le gouvernement fédéral canadien.

Dans ce contexte la manifestation du 22 mars à Ottawa a marqué l'opposition aux mesures fédérales au niveau de l'Etat canadien. Depuis plusieurs mois en Colombie britannique, en Ontario, en Saskatchewan et au Québec le mouvement ouvrier se mobilisait déjà contre les mesures de contrôle des salaires et la rentabilisation des services publics. Aujourd'hui ces oppositions dispersées commencent à se donner une cohérence au niveau pancanadien.

La manifestation du 22 mars a également permis d'entrevoir les possi-

bilités d'actions communes des mouvements ouvriers canadien et québécois. Les mobilisations continues des travailleurs québécois depuis 1971 risquent ainsi de trouver un écho de plus en plus large au Canada.

Dans la période les répercussions politiques d'une telle jonction seraient considérables. Elles offrent la possibilité de détacher la classe ouvrière canadienne de la politique d'oppression nationale pratiquée par sa bourgeoisie au Québec.

La présence de cortèges organisés de la gauche révolutionnaire québécoise et canadienne, passée sous silence par la presse bourgeoise commence à miner l'hégémonie des réformistes socio-démocrates au Canada et des nationalistes au Québec.

Le cortège commun du Groupe marxiste révolutionnaire (GMR) du Québec et du Revolutionary marxist group (RMG) du Canada présent à la manifestation du 22 mars rencontra une importante audience autour de son mot d'ordre central : « Grève générale avec occupation », comme seul moyen de riposter à la législation anti-ouvrière de la bourgeoisie canadienne.

Si le mouvement ouvrier au Québec et au Canada continue à exercer une pression aussi vive sur la bourgeoisie, une crise politique majeure ne manquera pas de s'ouvrir sous peu.

Charles Bédart

## ITALIE

### DES MILLIERS DE SOLDATS ET DE SOUS-OFFICIERS DANS LA RUE

De notre envoyée spéciale Anna Libéra

Plusieurs milliers à Rome et à Cagliari (Sardaigne), près de 10 000 à Milan, un grand rassemblement à Pise, les manifestations organisées à l'appel de la « Coordination démocratique des sous-officiers » sont les plus importantes qui se soient déroulées depuis la naissance du mouvement des soldats et sous-officiers en Italie.

Ces manifestations avaient été annoncées jeudi, au cours d'une conférence de presse. Les sous-officiers démocratiques en avaient présenté les thèmes :

- levée des dénonciations, des renvois, des transferts et des sanctions disciplinaires contre les militaires démocratiques ;
- abolition des tribunaux et des codes pénaux militaires ;
- amélioration des conditions de vie et des salaires ;
- abolition du règlement disciplinaire de Forlani.

Les représentants de la Coordination ont également fait le point sur la répression déclenchée par le ministre de la Défense Forlani : plusieurs centaines de soldats aux arrêts, 23 sous-officiers inculpés, 210 sous-officiers et 70 officiers renvoyés de l'armée et environ 9360 sous-officiers menacés de perdre leur emploi.

27 mars, Milan.

#### 3000 SOUS-OFFICIERS LE POING LEVE

Une foule en uniforme, le visage masqué de rouge, envahit la place Loreto. Les banderoles se déplient : contre le règlement disciplinaire Forlani, contre la répression, pour des représentants élus des soldats et sous-officiers. Ils sont plusieurs milliers qui se regroupent sous les applaudissements de la foule. Le cortège des 3000 militaires (une majorité de sous-officiers, quelques centaines de soldats) se déploie : impressionnant, suivi par 6 à 7000 manifestants venus à l'appel de tous les groupes d'extrême-gauche et de la FLM (syndicat de la métallurgie). La CGIL (syndicat lié au PC, qui se prononce contre l'action directe des militaires) avait retiré son appui à la dernière minute. Les soldats, le poing levé, exigent la fin des mesures disciplinaires, l'abrogation du règlement Forlani, l'amélioration de leurs conditions de vie. Fait extrêmement important, ils se déclarent solidaires des policiers qui, malgré la répression, tentent en ce moment de mettre en place un syndicat de la police, lié aux syndicats ouvriers.

La manifestation se termina par un meeting place du Dôme au cours duquel Benvenuto, dirigeant de la FLM, apporta l'appui de son syndicat à la lutte des soldats. Des sous-officiers et officiers prirent la parole pour exposer leurs revendications. Finalement des soldats annoncèrent la tenue dans les

semaines à venir d'une Assemblée nationale des soldats démocratiques, qui se prépare dans un contexte très favorable, vu l'ampleur de ces mobilisations.

● Rome, le 26 mars. A six heures moins le quart, la place de Venise, dans le quartier commercial de Rome, connaît la foule des vendredi soir. Seuls les cars de « celere » (CRS) arrêtés devant le grotesque monument dressé par Mussolini à la mémoire de Victor Emmanuel, indiquent qu'une manifestation se prépare. A six heures précises, une grande banderole est déployée dans un coin de la place : « Non à la réglementation, oui à la démocratisation ». Des centaines de personnes affluent rapidement des rues avoisinantes et se forment en cortège. A leur tête, environ 500 militaires, pour la plupart des sous-officiers, en uniforme, le visage masqué par un foulard rouge.

Le cortège qui part en direction de la place Navona, rassemble environ 3000 personnes. Plusieurs conseils d'usine y participent avec leurs banderoles. Les mots d'ordre sont centrés contre la répression et pour l'amélioration des conditions salariales des sous-officiers. La manifestation se termine par un meeting place Navona, au cours duquel plusieurs sous-officiers et syndicalistes prirent la parole.

## aux quatre coins du monde

### U.R.S.S.

● Sept dissidents soviétiques, dont Sakharov et Piotr Grigorienco, ont rendu public un appel pour la libération de Vladimir Boukovski. Ce manifeste s'adresse à « tous les gens de bien pour qu'ils redoublent leurs efforts dans la bataille pour la libération de V. Boukovski et de tous les autres détenus pour délits d'opinion ».

Boukovski purge depuis cinq ans une peine de 12 ans de détention, pour sa dénonciation de la répression psychiatrique (« Une nouvelle maladie mentale en URSS, l'opposition » Seuil 71).

Nous sommes bien entendu partie prenante de la campagne internationale pour la libération de Boukovski ; des initiatives seront bientôt prises.

### CONGO

● La CFDT demande « instamment » aux autorités politiques et militaires du Congo la libération « immédiate » des dirigeants de la confédération syndicale congolaise, parmi lequel Anatole Khondo, secrétaire général de l'organisation, arrêtés à la suite de la grève générale du 25 mars.

Dans un télégramme adressé à Brazzaville au président de la République populaire du Congo, M. «Gouady, la centrale dénonce cet « acte de répression », « un pays qui se réfère au socialisme plus que tout autre ajoute-t-elle, doit respecter les libertés et en premier lieu le libre exercice des droits syndicaux ».

La CGT a également adressé un télégramme au président N'Gouadi pour demander la libération des emprisonnés.

AFP

### INPRECOR

Organe bimensuel de la IV<sup>e</sup> Internationale

Dans le dernier numéro : des articles sur la crise actuelle en Chine, sur Cuba, l'Espagne, l'Angola, la Zambie, l'Egypte.

S.I.S., 10, impasse Guéméné, 75004 Paris.

## LE MOUVEMENT DES SOLDATS EN ITALIE par J-Y Potel

### 1/TROIS ANS DE LUTTE

suite de la page une

Le mouvement se compose d'emblée sur deux terrains : les revendications élémentaires et le soutien aux luttes anticapitalistes. Le spectre de Pinochet prend en Italie la figure bien vivante de généraux intrigués avec le MSI.

« Un chauffeur de camion avait eu un petit accident et on voulait lui faire payer les dégâts. La section s'est réunie, on a décidé que si on l'obligeait à payer, nous, nous ne montrions plus dans ce camion. La motion est arrivée au Commandant et le conducteur n'a rien payé ». « Un autre jour on a récolté des signatures pour la libération de Valpreda, du fric pour les camarades au Vietnam ». « Au magasin de la garnison le prix des pâtes avait augmenté de 30 à 50 lire. On a organisé un piquet et les pâtes sont restées invendues ». Le mouvement s'organise en associant

une masse grandissante d'appelés. « Dans notre caserne on montait la garde dans des conditions dégueulasses : couvertures et matelas pouilleux et pleins de puces. Personne ne pouvait s'y reposer entre les tours de garde. On s'est organisé et nous avons décidé de foutre le bordel pendant les heures d'instruction morale. La revendication est passée, les matelas et les couvertures ont été changés. Le même type de lutte a été employé pour obtenir une amélioration de la bouffe. En une semaine nous avons eu tout ce que nous voulions ».

A partir de 72-73 s'organisent donc, dans la plupart des casernes d'Italie, des nuclei (noyaux) qui regroupent, comme les Comités de soldats en France, 15 à 20 soldats, des militants d'extrême-gauche ou du PCI mais aussi des soldats qui se

radicalisent dans les premières luttes.

L'an dernier le mouvement est entré dans une nouvelle phase. Le 30<sup>ème</sup> anniversaire de la libération a coïncidé cette année là avec l'intensification de la répression (Loi Reale sur l'ordre public) et l'assassinat de 3 militants lors de manifestations à Florence et Milan. Les soldats font de ce 26 avril une grande journée de manifestation. Dans les principales villes d'Italie ils rejoignent les cortèges ouvriers, à 300, 400, visages découverts et en uniformes (voir Rouge hebdo, mai 75). La mobilisation connaît alors un développement unique en Europe du Sud (à l'exception des SUV portugais, bien sûr). Les soldats manifestent contre les assassinats de Franco, en solidarité avec les travailleurs portugais, contre le projet de règlement du démocrétien

Forlani. Cette présence fréquente dans la rue prolonge une mobilisation incessante et multiforme dans les enceintes militaires. Le mouvement se réunit en novembre 75 à Rome en une première assemblée nationale qui siège dans les locaux du syndicat unitaire de la métallurgie. 133 casernes sont représentées, 220 délégués dont soixante ont été élus en Assemblée générale de chambrées.

Car, et nous y reviendrons demain, la lutte des soldats italiens a toujours lié le combat pour les revendications élémentaires à la mobilisation sur des thèmes politiques plus généraux. Ainsi a été conçue l'opposition au projet de règlement de Forlani et à la restructuration des forces armées. Ce qui explique aussi la répression actuelle. **DEMAIN : CONTRE LE REGLEMENT FORLANI**

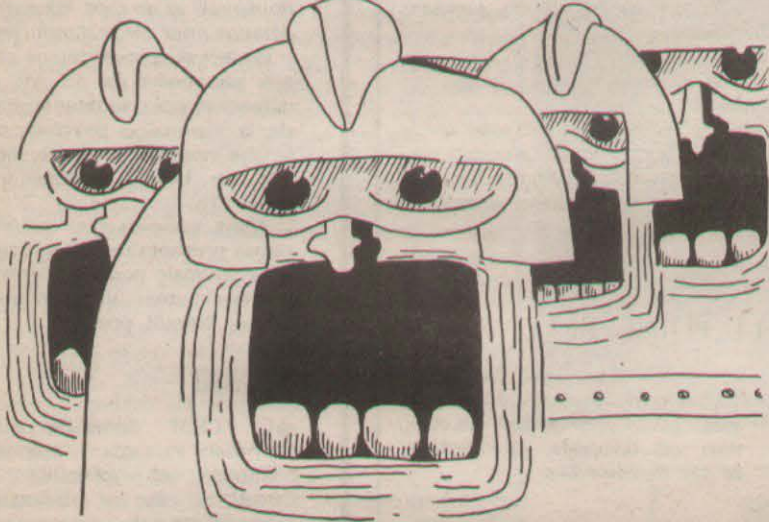


Les nouveaux projets de réforme pénale

## LES ARMES LEGALES DE LA GUERRE CIVILE

Au lendemain même de l'allocution télévisée de Giscard, dont une partie était consacrée à la sécurité, le Conseil d'Etat a approuvé cinq projets de loi pénale relatifs aux opérations « coup de poing », au port d'armes, à l'association de malfaiteurs, aux régimes de sortie et des per-

missions des détenus. Il reste à l'Assemblée nationale à approuver définitivement ces projets pour qu'ils acquièrent force de loi, mais compte tenu de sa composition actuelle on voit mal ce qui pourrait l'en empêcher.



Parmi ces projets qui avaient été examinés en conseil des ministres le 25 février, l'un vise à légaliser les opérations « coup de poing » et les contrôles systématiques d'identité sur la voie publique. C'est reconnaître que jusqu'à présent ils ne l'étaient pas, ce qui n'a pas empêché ni la police ni la gendarmerie de les mener. L'avantage de cette légalisation donnée à la police ne réside pas tant dans le fait que dorénavant elle est « couverte », mais dans les conséquences qui risquent de se développer en aval. Ainsi étendre le droit de fouille des véhicules (les circonstances autant que les compétences) ne manquera pas de mettre à mal, tôt ou tard, la notion de domicile privé à laquelle était assimilé peu ou prou un véhicule individuel. De même on voit mal comment, en élargissant l'obli-

gation de justifier de son identité et en donnant des pouvoirs accrus à la police pour la vérifier, cette dernière ne sera pas tentée de développer, avec cette fois un semblant de justification légale, tous les fichiers informatiques qu'elle possède déjà et tous les abus de pouvoir qu'une telle extension comporte.

### Extension de la notion d'association de malfaiteurs

Un autre projet accroît les peines en matière de port d'armes, et un troisième étend la définition de l'association de malfaiteurs. Dans ce dernier cas ce qu'il y a de nouveau c'est que seront punissables ceux qui, même en n'ayant commis aucun délit, se seront réunis en vue de commettre des violences. Comme le souligne « Libération » il s'agit d'un délit d'intention avec, en prime, tous les risques de provocation qu'un tel délit sous-entend. Enfin il faut souligner ce que comporte de vague la notion de violence qui, couplée à l'intention de la commettre, permettrait, par exemple, de condamner pour association de malfaiteurs un piquet de grève empêchant des jaunes de pénétrer dans une usine.

### Atteintes aux droits des prisonniers

Les mesures nouvelles modifient aussi le régime des permissions des prisonniers et celui des réductions officielles sur la réinsertion des anciens détenus et l'humanisation de la peine, enlevant toute leur substance aux réformes — pourtant minimales — qui avaient été accomplies au cours des dernières années. Le pouvoir du juge de l'application des peines est ainsi considérablement réduit puisque les permissions de sortie ne pourront plus être accordées « qu'après accord du chef de l'établissement pénitentiaire », de même que les remises de peine « après avis du

ministère public ». Le peu d'indépendance que pouvait manifester le juge se trouve ainsi remplacé par la dépendance vis-à-vis de la hiérarchie qui s'oriente aujourd'hui vers un accroissement de la répression.

### Le grand projet du régime

Ce serait une erreur de croire que ces projets, parce qu'ils sont présentés comme visant le banditisme, ne concernent pas les « honnêtes citoyens ». D'abord, et cela est en soi significatif, parce que ces nouveaux textes ont été impulsés, non par le ministère de la Justice, mais sous la houlette du ministre de l'Intérieur qui, depuis son arrivée place Beauvau, mène une campagne contre la « violence » et pour la « sécurité ». Ensuite parce que cette campagne a maintenant acquis un statut tel qu'elle devient le grand dessein du régime, celui derrière lequel ordonnera dorénavant une grande partie de la politique gouvernementale. La prise de position personnelle de Giscard, les interventions de Chirac et de Poniatowski sur ce thème aux journées des RI à Nice le soulignent une fois de plus.

Il ne fait guère de doute que les mesures annoncées font partie d'un plan d'ensemble qui vise aussi, et surtout, toutes les « violences », et principalement celles dont se rend « coupable » le mouvement ouvrier dont les grèves et les manifestations sont, dans le langage officiel, de jour en jour assimilées à de la délinquance.

### De nouveaux moyens pour la police

Il est d'ailleurs d'une certaine notoriété que des réformes policières de fond sont en préparation, visant à accroître considérablement le contrôle policier de la population et du territoire par l'accroissement des moyens humains et techniques, non seulement de la police, mais surtout de la gendarmerie qui présente l'avantage d'être un corps militaire non syndicalisé, c'est-à-dire plus malléable. Cette option devrait permettre de redéployer les forces policières en direction des tâches de contrôle et de répression (contrôle des frontières, ilotage, contrôle des mouvements de population, manifestations, etc) au détriment des tâches traditionnelles de police administrative ou d'intervention sur la voie urbaine (circulation). Parallèlement la police se verrait gratifiée d'une certaine autonomie par rapport aux autorités judiciaires, notamment en ce qui concerne les enquêtes criminelles, ce qui souligne bien les choix prioritaires du gouvernement en matière de maintien de l'ordre. Georges Marion

Après les journées des parlementaires R.I.

## CHIRAC MATAMORE



Chirac (Fotolib)

### Le tournant du septennat

Chirac tourne la page. Son discours devant les RI à Nice avait pour but de souligner ostensiblement un tournant dans le septennat. « L'ère nouvelle » de Giscard aura duré deux ans. Deux ans pendant lesquels Giscard avait gagné « de l'espace » en jouant à fond la rupture avec l'héritage gaulliste, une politique de réformes peu coûteuses et habilement mises en valeur et une démagogie en direction des couches moyennes tentées par le PS. En dissimulant les responsabilités de son système derrière le spectre de la crise économique internationale, en bénéficiant de la politique de collaboration de classes des partis ouvriers et de ses effets mystificateurs sur une classe ouvrière recomposant ses forces, divisée par la polémique PC-PS, essayant des échecs malgré une combativité inépuisée, Giscard avait réussi à éviter toute explosion de mécontentement post-électoral après mai 74. Mais cette politique n'a pu faire reculer suffisamment la classe ouvrière : l'accumulation souterraine du mécontentement, exprimée au détour d'une élection secondaire mais significative, oblige la majorité présidentielle à se ressouder et à rameuter une fois encore le parti de la peur.

### Vitupérations

En rappelant que Mitterrand a

Gérard Filoche

### VIENT DE PARAITRE

## CRITIQUES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

Forme de la critique ne saurait remplacer la critique des armes  
karl marx

23

Travail et emploi

revue trimestrielle  
janvier-mars 1976

voulu prendre le pouvoir en profitant de « l'émeute » de mai 68, Chirac n'est pas en retrait sur Poniatowski qui agite l'image « d'une guerre civile sans armes ». « Nous entrons dans une période essentielle qui se terminera par les élections législatives de 78 ; nous gagnerons » vitupère Chirac.

Le « style » Giscard n'a pas eu d'effet en profondeur. Les masses se détournent des partis bourgeois l'un après l'autre, électoralement les travailleurs rejoignent les organisations traditionnelles. Chirac juge donc qu'il faut jouer le va-tout et partir en croisade. En misant sur le refus obstiné du PS et du PC de prendre leurs responsabilités, en escomptant que la veulerie des directions ouvrières les placera sur la défensive, Chirac mime l'attaque : « Il faudra obliger Mitterrand à dire clairement s'il veut réformer dans le respect de la démocratie ou s'il choisit l'option révolutionnaire que propose le Programme commun ».

### Aux premières loges

En jouant ainsi les matamores, Chirac n'invente pas une politique, il en ressort une éculée. Ceux des RI et des centristes réformateurs auxquels ce nouveau rôle du chef de l'UDR ne plait pas vont méditer les vieux propos de Poniatowski : « en sept ans de mandat, un Président de la République s'use ; il lui faut un bouc-émissaire qui fasse écran et donc la présence le protège contre les atteintes du temps et la versatilité de l'opinion publique ». Chirac aux premières loges pour tenir pendant deux longues années le discours de la fermeté sera la cible de toutes les luttes ouvrières et de la jeunesse. Chirac n'aura pas la temps de se tenir en « réserve de la République ».

Nouveau chef de guerre de la classe possédante, fétichiste des mots-clés « sécurité », « ordre », « fermeté », l'actuel Premier ministre est la dernière tentative de la droite de se fortifier au pouvoir avant d'être contrainte de la céder à Mitterrand. Mais cette tentative là ne pourra qu'exacerber la colère de la classe ouvrière et rendre plus difficile et moins « institutionnel » que ne le souhaitent Marchais et Mitterrand, tout changement de cap et de gouvernement.

### CE QU'ILS ONT DIT

**Poniatowski :**  
« L'opposition entretient une sorte de guerre civile sans armes ».

**Médecin :**  
« La nouvelle action politique de notre majorité doit s'inspirer des principes définis mercredi par le président de la République : fermeté pour dénoncer les mauvais coups portés à la reprise économique par des grèves sauvages ; fermeté pour que soient maintenus l'ordre et la sécurité auquel chaque citoyen a droit ».

**Chirac :**  
« Comme le loup devenu berger, M. Mitterrand prend souvent le visage et les manières d'un homme rassurant ».

« Personne ne comprendrait que se développe une campagne de désorganisation progressive des services publics ».

« Il n'est pas question de remettre en cause l'autorité nécessaire des chefs d'entreprise ».

il y a... 105 ans

Journées de 1871  
Le 29 mars : l'insouciance

La commune vient d'être officiellement proclamée le 28. En ce premier jour de liberté, l'espoir et l'optimisme dominent l'état d'esprit révolutionnaire.

A la séance de l'assemblée de la Commune, le « père » Beslay - le doyen d'âge - exulte sur la nouvelle forme de gouvernement : « La Commune s'occupera de ce qui est local, le département s'occupera de ce qui est régional, et le gouvernement s'occupera de ce qui est national. » Il exprimait l'opinion générale des parisiens, leur certitude implacable qu'un nouvel ordre social, irréversible, était né.

En ces journées révolutionnaires, tous sont persuadés que le pays entier applaudira, que toute la France, bien loin de combattre Paris, fera sa révolution communale. Ils négligeaient l'activité des Versaillais et l'hostilité de tout le pays rural et bourgeois.



## UN DIMANCHE PRESIDENTIEL EN ALSACE

Arrivé en début de matinée en Alsace, Giscard a inauguré le tunnel de Sainte Marie aux Mines après s'être recueilli à la nécropole de Sigolsheim. A Sélestat, il a prononcé un discours traitant d'un axe routier vers l'Allemagne. En précisant, contre toute vraisemblance : « Je ne suis pas en train de faire campagne ». Dans un même temps, les partis de gauche organisaient une manifestation à Colmar tandis que des paysans, protestant contre le canal à grand gabarit, étaient

Week-end chargé pour Giscard d'Estaing ! Samedi, une petite chasse en forêt de Chambord et le lendemain, une courte visite dans la bonne province d'Alsace. Gotferdami, mon président ! Quelle activité pour un homme dont le poil de la main est devenu l'un des principaux sujets politiques de la semaine. En vérité, ce tunnel à inaugurer, c'est un pitoyable prétexte. Pourquoi ne pas dire que les élections cantonales n'ont pas donné à la majorité les résultats qu'elle espérait et qu'il était bon que le chef des partis au pouvoir paye de sa personne pour tenter de ramener les brebis égarées dans le troupeau.

Il y a là une certaine conception de la politique qui confine au mépris : croyent-ils vraiment, ces princes et leurs valets, qu'il suffit que le monarque se montre aux foules esbaudies pour que le chômage, les problèmes écologiques et autres misères disparaissent ?

### Longtemps « privilégiée »...

Située aux frontières de la Suisse et de l'Allemagne, l'Alsace a, par contre coup, bénéficié de l'essor économique de ces deux pays. D'une part, le coût de la main d'œuvre étant comparativement moins élevée en France que de l'autre côté du Rhin, des sociétés étrangères ont installé ici des succursales telles que Clark, Timken ou encore Generals Motors.

Les investissements étrangers représentent 41,9 % du total, alors que 34,8 % sont d'origine nationale et 16,6 % d'origine régionale. D'autre part, de nombreux travailleurs ont choisi d'être embauchés dans les usines allemandes et suisses où les salaires sont en

moyenne deux fois plus élevés qu'en France. Ces frontaliers représentaient il y a deux ans, près de 30 000 personnes, soit 2,8 % de la population active alsacienne, mais près de 22 % dans les seuls cantons de Lautenbourg et de Seltz. Dernière précision, la moitié de ces ouvriers ont moins de 25 ans. Autre fait important : la grande majorité des entreprises alsaciennes peuvent être classées dans la catégorie PME. Dans le Bas-Rhin, 4 usines sur 31 000 ont plus de 1 000 travailleurs.

La prospérité économique alsacienne était toutefois bâtie sur du sable. Aujourd'hui la crise bat son plein. Des entreprises étrangères comme Clark-Equipment à la Meinau ou comme Siemens à Haguenau annoncent leur décision de fermer boutique, mettant ainsi à la rue 1 100 travailleurs. A Sélestat, un millier d'hommes et de femmes sont inscrits au chômage. Dans toute l'Alsace, ils sont plus de trente mille à rechercher un emploi. Les licenciements dans les petites boîtes françaises, ajoutés à ceux des usines étrangères des deux côtés de la frontière, cela finit par faire beaucoup de monde.

### Une eau dormante en plein réveil :

Pour le touriste, l'Alsace restera une belle région où l'on boit du bon vin. Colmar, ses maisons au colombages et son musée, le fameux Retable d'Issenheim, sans parler de la cathédrale de Strasbourg...

Et puis l'Alsace représente un solide bastion gaulliste, imperméable aux changements, une sorte d'entité immuable que rien ne pouvait atteindre.

Il est vrai que l'influence du mouvement ouvrier traditionnel n'a que peu marqué la masse des tra-

dispersés devant la préfecture. La police a, d'autre part arrêté de nombreuses personnes sur le parcours du cortège présidentiel et ce, sans raisons apparentes. Les mouvements écologiques, enfin, ont tenu une conférence de presse dans l'après-midi. Pour demander notamment, la sauvegarde de la région. Protestant contre le fait que 4500 ha de terres allaient être sacrifiées pour la construction du canal, ils ont déclaré : « Après le champ de bataille militaire, l'Alsace devient le champ de bataille économique ».

vailleurs dans les décennies qui ont suivi la deuxième guerre. Le PC n'a jamais retrouvé son influence d'avant-guerre et, aujourd'hui, il ne dépasse jamais le cap des 10 % aux élections. La CGT, bien que puissante dans un certain nombre de centres métallurgiques reste confrontée à un taux de syndicalisation beaucoup plus faible que dans le reste de la France. Cette désaffection a été à la fois la cause et la conséquence d'une forte présence de l'Eglise et du gaullisme.

Pourtant, un changement de taille a bouleversé le champ social alsacien : la transformation de la CFDT en un syndicat combatif est déterminant dans l'essor et l'expression des luttes ouvrières. Cette rupture avec les traditions réactionnaires de la CFTC a mûri durant les luttes du textile vosgien en 1965-70 et les conflits du sud de l'Alsace. Une telle mutation a porté ses fruits. A Mulhouse, par exemple, la SACM emploie 5 000 travailleurs. Aux dernières élections professionnelles, la CFDT remportait autant de suffrages que la CGT alors que cette dernière avait toujours été hégémonique sur l'entreprise. Politiquement, ce renouveau a largement profité au Parti Socialiste, notamment à Colmar, ce qui inquiète d'ailleurs fort les notables de l'UDR comme Bord ou ceux du Centre qui espéraient bien grappiller des suffrages au détriment des gaullistes.

### Les ordures du capitalisme

La contestation a pris en Alsace des formes qui peuvent surprendre. Ainsi, cette région privilégiée de par sa situation géographique est la victime de toutes les pollutions inimaginables. La lutte contre l'implantation des centrales nucléaires reste

l'un des axes des mouvements écologistes. A Markolsheim, paysans et habitants ont occupé durant des mois les terrains où devait être construite une usine chimique. Aujourd'hui, la mobilisation continue contre des projets nucléaires. Massivement, les paysans commencent à se mobiliser contre l'expropriation des terres à seule fin de creuser un canal à grand gabarit qui joindrait le Rhône et le Rhin et dont les seuls bénéficiaires seraient les grandes industries comme Peugeot.

Oui, l'Alsace se réveille d'une longue nuit. Ses revendications sont d'ordre sociales, économiques, mais aussi culturels. La revendication linguistique retrouve toute son actualité. Une presse régionale révolutionnaire est apparue depuis mai 68 et connaît un vif succès. Un journal comme Klaperstei 68 est vendu jusque dans les petits villages. Il faut également citer Uss'm Follik, imprimé à Strasbourg, qui deux fois par mois, rend compte des luttes. De tout cela, Giscard ne soufflera mot et pourtant, l'Alsace a un autre visage que celui de Bord ou de Pfimlin.

Antoine Pietri



**Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque**

## LE PCF ATTAQUE LE PCUS

Dans une interview accordée à l'hebdomadaire du Comité central « France Nouvelle », Jean Kanapa, membre du Bureau politique du Parti communiste français, estime que « l'internationalisme prolétarien ne signifie nullement l'uniformité ».

« Si par exemple, précise Kanapa,



Kanapa (Fotolib)

un parti communiste fait l'éloge de la politique extérieure giscardienne alors que nous combattons cette politique parce que c'est une politique qui fait bon marché de l'indépendance nationale, réinsère notre pays dans l'orbite de la stratégie américaine, s'emploie systématiquement à mettre des bâtons dans les roues de la détente, alors il y a sans doute manquement à l'internationalisme prolétarien. Nous n'avons jamais agi de la sorte avec aucun parti communiste ».

Personne, bien entendu, n'est nommément cité. Mais il y a un pourtant un parti communiste de visé. C'est celui d'Union soviétique avec lequel le PCF avait déjà plusieurs fois polémique des derniers temps à propos de la politique étrangère de Giscard. Gaston Plissonnier y était même revenu lors de son discours au XXV<sup>e</sup> congrès du PCUS et, jeudi dernier, les Jeunesses communistes avaient protesté contre l'invitation en URSS d'une délégation de jeunes UDR.

Est-ce à dire que la PCF reviendrait sur la notion de « coexistence pacifique » ? Pas le moins du monde. La relance de la polémique a une fonction toute différente dans le cadre de la préparation de la conférence européenne des Partis communistes.

Les « français » qui veulent défendre leur stratégie d'alliances qui les amènera probablement au gouvernement à court terme, souhaitent que la conférence adopte un texte développé sur la crise du capitalisme en Occident et les conditions d'un changement de pouvoir. Les « soviétiques » à l'inverse, voudraient que les partis communistes européens se contentent de bavarder sur la détente et le désarmement tout en affirmant de nouveau, leur allégeance à l'Union soviétique.

Cette divergence d'opinion renvoie à un phénomène plus profond de divergences d'intérêts entre la bureaucratie soviétique, qui préfère négocier avec les régimes bourgeois en place que de favoriser l'arrivée de coalitions de collaboration de classe instables et les bureaucraties des différents partis en Europe (Espagne, France, Italie) qui sont obligés de composer avec la poussée des mouvements de masse.

Dans l'état actuel des choses, rien ne permet encore de dire que la conférence prévue initialement pour le printemps 75 se tiendra dans les mois qui viennent. Il ne serait même pas surprenant que les attaques entre partis communistes deviennent à l'avenir encore plus directes.

P.J.

### Marchais : « Giscard + Mitterrand »...

Georges Marchais a déclaré samedi à Limoges que « Si la gauche triomphe en 1978, le président de la République devra appliquer la Constitution et appeler une personnalité de l'Union de la gauche pour constituer le gouvernement ». Il a ajouté que « le chef de l'Etat ne pourrait pas se dérober à son devoir constitutionnel et la personnalité choisie aura pour mission de mettre en œuvre les réformes incluses dans le programme commun de gouvernement et approuvées démocratiquement par le peuple de France ».

Cette déclaration n'est pas, en soi, surprenante de la part du dirigeant d'un parti qui n'entend plus remettre en cause la Constitution de 1958. Mais elle appelle au moins deux remarques.

Premièrement, pourquoi avoir mené une polémique contre le Parti socialiste, il y a un an, sur les ambiguïtés que contenaient certaines déclarations de François Mitterrand à ce propos ? Le P.C. dénonçait alors ceux qui accepteraient de former un gouvernement de gauche sous une présidence Giscard. Ce qui n'avait d'ailleurs pas empêché Marchais, avant les législatives de 1973, d'envisager explicitement l'hypothèse d'une collaboration entre Pompidou et Mitterrand.

Deuxièmement, au-delà du problème institutionnel, peut-on se contenter aujourd'hui de défendre les réformes contenues dans le programme commun alors que l'inflation a progressé de près de 50 % depuis sa signature et que le chômage a été multiplié par trois ?

## notes politiques

### A LA SOUPE

● Trois conseillers municipaux d'Orléans viennent de donner leur adhésion au Mouvement des Radicaux de Gauche. Dans une déclaration publique, ils s'expliquent : « La liste municipale qui l'a emporté en 71 a été la conséquence d'un choix politique ». Ils ont mis cinq ans (plus les cantonales) pour s'en apercevoir.

Il est vrai que Thinat, le maire, était signataire du Programme commun en 71, ne l'était plus pour les cantonales (où il a été battu par un socialiste) et semble s'interroger à nouveau.

Le PC, lui, est bien embêté : Thinat a été élu grâce à ses voix en 71, puis il a fait campagne pour...sa démission, et il se voit déjà obligé d'appeler à voter pour lui aux prochaines municipales. Dans un communiqué, il dénonce « la coalition sans principes » entre Radicaux de gauche et socialistes...

### TOUS A LA LIBERATION DE BERNARD REMY !

● La fédération de Moselle du PSU « invite la population à venir accueillir Bernard Rémy à sa sortie de prison, le mercredi 31 mars au matin, devant la prison de Metz-Barrès ».

Elle rappelle que l'auteur de l'« Homme des casernes », a été condamné par le Tribunal permanent des forces armées de Bordeaux à 18 mois de prison pour insoumission.

Des bruits courent comme quoi l'autorité militaire interpellerait Bernard Rémy dès sa sortie de prison, « une présence massive est souhaitée » dès la plus bonne heure.

### ATTENTAT RACISTE A ARCUEIL

● Un jeune algérien consommait samedi dans un café d'Arcueil. L'un des occupants d'une voiture qui passait par là a tiré dans le café, fréquenté essentiellement par des travailleurs immigrés et le jeune algérien, blessé à l'abdomen, a été hospitalisé dans un état grave.

Sûr que la police fera diligence pour retrouver l'assassin, sans doute un de ces braves français qui luttent contre l'immigration sauvage.

### POUR LA LIBERATION DE SIMEONI

Seize organisations de gauche dont le PS, le PC, le PSU, le MODEF, la CGT et le SNI se sont joints à l'Association des patriotes corses pour appeler à la manifestation du 3 avril dont les thèmes seront « libérez Simeoni et ses camarades, pour la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, arrêt de la répression ». On ne peut que se féliciter d'une telle prise de position surtout lorsqu'elle vient de partis, qui, au lendemain d'Aleria, avaient pour le moins hésité à défendre les autonomistes emprisonnés.



## en lutte

**A AMIENS, JOURNEE DE SOLIDARITE AVEC LE PARISIEN LIBERE !**

Vendredi 26 mars à Amiens : c'est près de 1 500 travailleurs qui ont répondu à l'appel de la CGT et défilé de l'Hôtel de Ville à la Bourse du Travail. Cette journée était placée sous le signe de la lutte contre la vie chère et le chômage, mais aussi de la solidarité avec les ouvriers du Parisien Libéré. L'imprimerie Treilhou qui tire depuis février une édition locale du Parisien Libéré (France Picardie, torchon digne de son grand frère), est gardée en permanence par des chiens... accompagnés de vigiles et de CRS !

En tête de cette manifestation on remarquait les travailleurs de chez Georges en grève depuis trois semaines pour 200 Frs pour tous, le 13<sup>e</sup> mois et une prime de transport. Derrière eux, une délégation des étudiants de l'Université de Picardie, puis les grévistes du Parisien Libéré et les diverses délégations CGT de la Somme. Très combattive, cette manifestation avait néanmoins une tonalité assez sectaire : « Vive la CGT » était un des mots d'ordre les plus repris et il faut regretter qu'elle n'ait pas été appelée unitairement par la CGT et la CFDT ; cette dernière, contactée alors que les affiches CGT tapissaient déjà les murs d'Amiens, a refusé sa participation. Nous pensons, quant à nous, qu'il ne s'agit pas de compter sur la bonne volonté de la direction CGT, mais d'imposer dans les faits l'unité des travailleurs en lutte, c'est pourquoi la LCR appelait à manifester. C'est aussi dans ce sens qu'allait l'action des travailleurs en grève de chez Georges qui distribuèrent un tract signé du Comité de Grève et de la section CGT, et défilèrent derrière les banderoles « Nous luttons et nous vaincrons - Comité de Grève », « Parisien Libéré, Dimpe, Etudiants, Georges, tous unis dans la lutte »

### COMMUNAUX DE LYON

les ordures s'amoncellent sur les trottoirs

## UN SEUL RESPONSABLE : PRADEL, MAIRE DE LYON

Entamant aujourd'hui leur 12<sup>e</sup> jour de grève, rejoints dès Mardi dernier par l'ensemble des services communaux, les éboueurs tiennent bon ; il faut dire que 17 ans de carrière sont nécessaires à un éboueur pour gagner 2000 F mensuel, enfin il y a plus de 400 F de différence en fin de carrière entre le salaire d'un éboueur français titulaire et un éboueur immigré auxiliaire qui sont, par ailleurs, majoritaires dans cette profession. Mieux, la grève se renforce chaque jour en s'élargissant à d'autres services de la communauté urbaine de Lyon (Courly) tels que les usines d'incinération, les théâtres municipaux, le bureau d'hygiène, les surveillants d'espaces verts qui réclament tous un salaire minimum de 2000 F par mois, une augmentation égale pour tous de la prime de fin d'année, une révision de la grille des salaires, une indemnité de transport, un élargissement du droit syndical ainsi que diverses revendications catégorielles. La grève est reconduite chaque jour en assemblée générale. Face à cela, Pradel, se retranche derrière les autorités de tutelle qui elles-mêmes renvoient au ministère de l'intérieur.

Les déclarations de Pradel comme quoi « il partage le point de vue des grévistes mais que malheureusement, ce n'est pas de son ressort » ne doivent pas faire illusion ! pourquoi ne réunit-il pas le conseil municipal et le conseil de la Courly pour satisfaire les revendications qui sont de son ressort. En fait, la « clique giscard-pradelienne » du

conseil municipal essaie de briser le mouvement en faisant appel à des entreprises privées. En réponse, des piquets circulants ont été organisés ; à noter l'exemple des travailleurs de l'entreprise Monin qui ont fait grève pour refuser de collecter les ordures.

Mais aujourd'hui, on parle clairement de l'intervention de l'armée. Le secrétaire général de la Courly déclarait vendredi que « si lundi matin, il n'y avait aucun accord en vue, nous serions amenés à faire appel à des entreprises privées qui travailleront s'il le faut sous la protection de la police, en attendant peut-être une intervention de

l'armée si le premier ministre nous l'accorde ». Néanmoins la réaction des syndicats à cette menace à cette menace ne semble pas être très offensive : pour la CGT et les autonomes « l'expérience parisienne a prouvé l'inefficacité d'une telle intervention », quant à la CFDT, elle ajoute « les appels du contingent étant des travailleurs, ils n'ont aucun intérêt à briser la grève d'autres travailleurs » « Aujourd'hui, la liaison avec le mouvement anti-militariste civil et la solidarité active de l'ensemble des travailleurs de la Fonction publique deviennent plus qu'urgente.

## CONFERENCE CHOMAGE CFDT

Les 26 et 27 mars, s'est tenue une conférence nationale CFDT sur l'organisation des chômeurs dans la CFDT. Les débats ont porté sur :

- quelle organisation
- quelles revendications
- quelles formes d'action.

Une centaine de représentants de tous les coins de France ont participé aux débats.

(Correspondant)

**ACHETEZ  
ROUGE  
TOUS  
LES JOURS  
DANS LE MEME  
KIOSQUE**

PEUGEOT BEAULIEU

### UNE COMBATIVITE GACHEE

Dans la journée de Vendredi la combativité d'un grand nombre de travailleurs a été gachée : après la manifestation du matin, une deuxième manifestation a eu lieu dans l'après-midi, manifestation qui a abouti vers la maison de Monsieur « Trente millions » qui a dirigé toutes les manœuvres de la direction pendant le conflit. En revenant à l'usine la manif a rencontré deux camions chargés de pots d'échappement, les chauffeurs se sont enfuis précipitamment et il s'en est fallu de peu que le chargement ne finisse au Doubs. Dans la nuit de vendredi à samedi les travailleurs ont harcelé les cadres qui occupaient coups de pétard et à jets de pierres et de cailloux. Ces divers exemples montrent qu'il était possible de faire autre chose que de laisser les travailleurs battre la semelle toute la journée devant l'usine, CGT et CFDT chacune de leur côté, appellent à ne pas reprendre le travail lundi mais n'offrent comme perspective que la demande de la tenue la plus rapide d'un Comité d'entreprise. La direction en position de force conditionne sa tenue à un retour à la normale.

A moins que les travailleurs ne reprennent très rapidement l'initiative le début de la semaine verra sans doute la victoire de Peugeot, victoire dans laquelle les directions syndicales porteront une lourde responsabilité.

Correspondant Beaulieu

## vie syndicale

### RENCONTRES INTERNATIONALES

Les grandes firmes internationales se servent de la division nationale des travailleurs pour les battre, usine par usine, secteur par secteur, car les frontières ne sont pas un obstacle pour elles (ainsi la direction de la Régie Renault se sert aujourd'hui de son usine de la FASA en Espagne comme réservoir de pièces en cas de grève bouchons en

France). Pour surmonter cette division, des initiatives de rencontres et de coordination des différents mouvements syndicaux ont été récemment prises qui permettent une meilleure articulation des luttes et vont dans le sens d'une coordination plus grande des luttes.

#### IDEAL-STANDARD :

Une rencontre internationale d'Idéal-Standard a eu lieu à Aulnay les 25 et 26 mars 76 entre les représentants des organisations syndicales italiennes de la FLM (syndicat des mécanos italiens) de la coordination nationale Idéal-Standard et les organisations françaises de la FTM, de la CGT d'Aulnay et de Dammarie... Un échange de vue fructueux a eu lieu sur la situation économique et sociale des usines d'Idéal-Standard en France et en Italie sur les causes et les solutions nécessaires à apporter... Il faut développer la consommation intérieure de chacun des pays par l'augmentation effective du pouvoir d'achat ; assurer le développement des équipements collectifs et sociaux permettant notamment des débouchés en matière de chaudières et de radiateurs. Les organisations syndicales réunies les 25 et 26 mars à Aulnay s'emploieront à alerter les travailleurs, à les mobiliser toujours davantage afin de faire échec aux prétentions de l'Américain Standard et de

la SGF, à renforcer la solidarité de lutte par dessus les frontières, à créer les conditions d'action internationales au niveau des sociétés multinationales y compris avec d'autres pays comme l'Autriche, la Belgique, la Grande-Bretagne, la RFA et l'Espagne. Les syndicats des usines Idéal-Standard demandent une rencontre de toutes les entreprises concernées en Europe pour définir une position et action communes. Dans ce sens la FLM se charge de solliciter les fédérations nationales des pays intéressés. Les organisations de la FTM CGT, de la FLM (Fédération des travailleurs de la métallurgie, syndicat unifié regroupant FIM-FIOM et UILM) proposent d'aller vers une action commune franco-italienne dans la semaine du 12 au 16 avril 1976.

#### BANQUES :

« Du 19 au 21 mars, une délégation de la Fédération banques CFDT a rencontré les responsables de la Fédération de la banque de l'Union syndicale ouvrière à

Madrid... Cette conférence se situait dans le cadre des contacts réguliers entre les deux organisations, et dans la suite des réunions établies lors de la lutte des travailleurs des banques espagnoles de ces derniers mois. Les principaux thèmes abordés ont été : appui à la lutte menée par la classe ouvrière espagnole avec l'USO et les autres organisations de classe pour la constitution d'un syndicalisme unitaire démocratique, de classe et autogestionnaire. Resserrement de la collaboration et des relations entre les deux fédérations dans la double perspective de rejet de la société capitaliste, et le développement d'une plus grande unité du mouvement syndical international. »

#### MICHELIN :

Les syndicalistes CFDT et les syndicalistes espagnols du trust Michelin ont tenu une réunion commune à Vannes (Morbihan). Ils sont tombés d'accord pour créer « dans toutes les usines de la firme un front commun qui fasse plier son intransigeance ».

**Renault :** la direction a décidé d'accorder une augmentation de 1,5 % au premier avril, de 0,75 % minimum le premier juin, ainsi qu'une prime uniforme de 125 F le 7 mai. Une journée de vacances supplémentaire a été attribuée : elle sera fixée par la direction de chaque usine mais ne remplacera pas les trois journées « sucrées » du fait des jours fériés ; détail : les retraités pourront acheter deux voitures et les mères de famille auront une heure de franchise le jour de la fête des mères... A noter : la direction de la Régie table sur une augmentations des prix de 10 % par an, beaucoup plus que le ministre des Finances... (Correspondant)

**CGCT Rennes.** Depuis jeudi les travailleurs de la CGCT ont engagé une lutte en baissant le rendement de 20 % pour obtenir quatre revendications principales : suppression du rendement sans perte de salaire, 200 francs pour tous, échelon minimum de l'ouvrier 03, suppression des avertissements. La grève, qui a commencé par un service, s'est étendue à une grande partie de l'usine : tous les matins un débrayage d'une demie-heure a lieu qui permet de faire le point, puis on défile avec slogans et pancartes. Pour toute réponse, la direction refuse de négocier et a envoyé des lettres recommandées d'avertissement à une partie du personnel, espérant ainsi diviser les travailleurs ; mais cette manœuvre a complètement échoué et l'on s'oriente vers une lutte très longue et très dure si le patron reste sur ses positions. L'unité des trois syndicats de l'entreprise, CGT, CFDT et Union Ouvrière (ce dernier crée lors des élections professionnelles de janvier dernier) sera un point décisif. (Correspondant)

**Givors :** les ouvriers d'Imprima, en lutte depuis décembre contre la fermeture de leur entreprise, ont occupé samedi les quais de la gare. Par des affiches et des tracts, ils ont expliqué leur lutte aux voyageurs.

**Beghin Say :** les 2500 salariés de la papeterie de Corbehem (Pas de Calais) sont en grève depuis trois semaines avec occupation contre la suppression de 200 emplois ; la CGT qui constate le refus de toute négociation malgré ses propositions « d'assouplissement de l'occupation », appelle à une « solidarité de combat »

**Martignes :** les dockers bloquent le déchargement d'un navire pour protester contre le non-emploi de dockers pour le déchargement. Une action semblable à Port de Bouc la semaine dernière à Marseille et à Dunkerque après l'intervention de la police.

**Vannes :** les 23 agents du bureau des PTT ont observé samedi une grève totale à l'appel de la CGT et de la CFDT contre la détérioration des conditions de travail et le manque d'effectifs depuis l'installation d'un nouveau centre de tri sur la ville.



## Une tactique responsable ?

suite de la page une

Quand la lutte est partie chez les roulants, elle touchait non seulement des revendications immédiates de catégorie, mais des revendications générales ; vu la combativité ambiante, il était possible de s'appuyer sur cette lutte pour pousser à une mobilisation de l'ensemble des cheminots. Au contraire, c'est en adoptant le point de vue de « l'utilisateur mécontent », que les directions de la CGT et de la CFDT, ont condamné publiquement le prolongement de cette grève. Ce n'était pas la meilleure façon d'encourager les cheminots à partir tous ensemble, pas plus que le fait de choisir l'après-midi, sans appel à la grève, pour convoquer un rassemblement national.

Face à la provocation de la direction annulant lundi la réunion prévue, il était juste d'appeler à « intensifier l'action », comme la CGT et la CFDT l'ont fait. Mais il était inefficace de trop tarder à lancer un signe de grève nationale ; il était démobilisateur de ne pas faire circuler l'information sur ce que faisaient les cheminots. Les fédérations ont bien appelé.

Face à la provocation de la direction annulant lundi la réunion prévue, il était juste d'appeler à « intensifier l'action », comme la CGT et la CFDT l'ont fait. Mais il était inefficace de trop tarder à lancer un signe de grève nationale ; il était démobilisateur de ne pas faire circuler l'information sur ce que faisaient les cheminots dans les centres les plus avancés.

Enfin, quand les syndicats minoritaires ont signé l'accord, il est devenu encore plus évident que la riposte ne pouvait être qu'une mobilisation de l'ensemble des cheminots. Les fédérations ont bien appelé à une grève nationale ; mais en fixant par avance une limite de 48 heures, elles ont montré publiquement les bornes qu'elles n'entendaient pas dépasser : celles d'une démonstration-

## SNCF

# UNE GREVE DIFFERENTE

Toutes les informations le confirment : l'ambiance après la reprise chez les cheminots n'est pas celle des lendemains de défaite : on ne baisse pas les bras en se disant : « Je ne ferai plus jamais grève » ; on dit plutôt : « Il faut tirer les leçons de cette lutte pour l'avenir ».

Il y a certes beaucoup d'écœurement sur la façon dont s'est faite la reprise ; il y a aussi des cartes syndicales déchirées. Mais le climat est sensiblement différent de celui qui avait suivi l'échec de la grève de 1971.

Cela tient d'abord à la façon dont, dans de nombreux centres, la grève a

été menée. Il existait chez les cheminots un incommensurable ras-le-bol des journées d'action parachutées, des grèves qu'on fait sans y croire, pour le principe. Les deux dernières étaient de ce style, et la participation avait été dérisoire. Cette fois au contraire, la grève a été prise au sérieux. D'autant plus que les roulants en étaient

pressés et non d'une mobilisation pour imposer la satisfaction des revendications.

Ceux qui ont développé cette tactique l'ont fait au nom de la « responsabilité » et du refus de l'« aventurisme ». Dès le début, Georges Ségué a fait savoir publiquement qu'il n'entendait pas faire de la grève SNCF un « conflit-test » qui débouche sur une grève nationale. On peut aujourd'hui poser la question : est-ce une tactique responsable qui a été adoptée ?

Si les cheminots se sont aussi massivement mobilisés, c'est parce qu'ils ont senti instinctivement que la situation était favorable : un gouvernement minoritaire et sur la défensive, un regain général de combativité de la classe ouvrière, stimulé par la reprise économique, une vague de lutte dans d'autres secteurs que la SNCF, en particulier dans la métallurgie. En refusant d'assumer tout ce qui pourrait ressembler à une épreuve sur le terrain des luttes ouvrières avec le régime (avec en tête l'idée qu'il faut laisser mûrir la situation jusqu'aux échéances électorales de 78), en allant à la bataille à reculons, elles n'ont offert aucune perspective réelle à la combativité des cheminots.

C'est là une tactique qui n'est ni responsable, ni efficace.

Félix Lourson

## Toute une expérience accumulée

Cette lutte a été riche d'expériences nouvelles : ce qui était auparavant une exigence souvent abstraite de militants combattifs (assemblées souveraines, contrôle de l'information, blocage intégral du trafic, solidarité usagers-cheminots, caisse de grève), a pu localement être mis en pratique, et l'efficacité de ces propositions a été jugée.

Les exemples sont légion : ici, les cheminots tirent les sonnettes d'alarme et brocardent le chef de gare avec une vigoureuse insolence ; là, ils bloquent les trains ; ailleurs, comme à Saint-Etienne, ils se servent du téléx. Des dépôts comme celui de Sotteville sont occupés.

Dans des dizaines d'endroits différents, on a retrouvé une même défiance vis-à-vis des responsables politiques suivie par les responsables syndicaux, une même volonté de voir les questions importantes discutées en assemblée générale et les décisions prises collectivement.

Ces expériences ont très peu circulé d'un centre à l'autre. L'information faite par les fédérations est restée très faible, et aucun effort n'a été fait pour répercuter ce que faisaient les secteurs les plus avancés sur les autres centres. Cependant elles constituent un acquis réel de cette grève. Elles ont permis à des milliers de cheminots de voir qu'il existait une autre façon de lutter. Et cela laissera des traces...

## repandre en sachant pourquoi

C'est ce qui permet de comprendre pourquoi toute une série de dépôts ont refusé de reprendre le travail. Dans ce débordement massif qu'on a vu s'opérer à Paris Sud-Ouest, à Tours, à Bordeaux, il y a le signe d'une réelle maturité politique : s'ils ont continué, ce n'est pas avec l'illusion jusqu'aboutiste qu'il était possible de vaincre sur les revendications initiales en prolongeant la grève dans une minorité de centres, c'est pour marquer publiquement leur défiance vis-à-vis des dirigeants syndicaux et de la façon dont ils avaient mené la grève. C'est parce qu'ils avaient là un moyen d'expliquer en pratique aux autres cheminots ce qui s'était passé et ce qui aurait été possible. C'est ainsi que le comité de grève du dépôt Paris Sud-Ouest a pu expliquer : « il faudra absolument que le contrôle du mouvement s'exerce partout pour qu'enfin les grèves aboutissent et ne soient pas amenées dans l'impasse ».

Mais cette défiance anti-bureaucratique et cette maturité sont apparues y compris dans des assemblées qui se sont conclues par un vote de reprise : responsables syndicaux en difficulté, demandes d'explications, apparition de groupes de réflexion et de discussion, constitués pour débattre des raisons de l'échec de la grève et de ce qui peut être fait à l'avenir. Un exemple parmi d'autres : à Bezons, des cheminots qui ont repris le travail, font une collecte pour soutenir ceux d'un endroit voisin qui continuent...

## Ce n'est pas fini

La fin de cette grève n'est pas pour la direction de la SNCF une garantie de « paix sociale » pour deux ou trois ans. Au contraire. Il y a des échecs dont les travailleurs radicalisés sortent

## DU COTE DES CHEMINOTS ITALIENS

A l'automne dernier, en Italie, le renouvellement du contrat des cheminots était à l'ordre du jour ; des assemblées générales se sont tenues par centre, désignant des délégués à des assemblées de région qui à leur tour, ont élu des représentants à une conférence nationale des cheminots, rassemblant un millier de délégués environ, chargés de discuter puis d'adopter une plateforme revendicative nationale unique.

En France, il y a quelques mois, des délégués syndicaux CGT et CFDT des gaziers et électriciens (EDF-GDF) se sont réunis nationalement pour discuter de leurs revendications.

Une telle démarche permet de répondre aux problèmes posés par la lutte de toute une branche, comme celle des cheminots français ces deux dernières semaines, évitant le « parachutage » par en haut des revendications et unifiant la combativité des différents centres de lutte qui, quoique très forte, se gaspille si elle reste isolée.

laminés : ceux qui voulaient aller le plus loin y sont les plus déçus.

La grève SNCF de mars 1976 ne sera pas de celles-là : parce qu'a existé à la fois un minimum de démocratie ouvrière et une défiance anti-bureaucratique assez forte, les explications des militants révolutionnaires touchent une large frange de cheminots qui sortent de cette lutte avec la ferme intention de poursuivre la bataille sur le plan syndical, et beaucoup d'idées sur la façon de mener les prochaines luttes.

A Villeneuve-Saint-Georges par exemple, dès la reprise, les cheminots ont décidé une grève du zèle. L'idée n'est pas mauvaise : on voit mal pourquoi les cheminots se tueraient au boulot pour une direction qui rogne sur leurs salaires. Elles pourraient bien faire des petits...

## TRIBUNE des luttes

### FACE AUX MANOEUVRES DE LA SONACOTRA

Alors que plus de 20 000 travailleurs immigrés de 11 nationalités différentes continuent la lutte contre les loyers chers et contre le règlement intérieur raciste, aujourd'hui les directeurs de chaque foyer en grève signalent au directeur du logement de la Sonacotra, que les principaux éléments « parasites » dans les foyers sont des délégués algériens.

Aussitôt, la direction de la Sonacotra est intervenue auprès des préfectures de police de la région parisienne qui, elles-mêmes, sont intervenues auprès du Consulat d'Algérie. Mettant en cause certains délégués algériens, les préfectures avisent le Consul d'Algérie de l'éventualité d'expulsions prochaines de ces délégués algériens des Comités de résidents et du comité de coordination.

Face à cette manœuvre de la direction Sonacotra, nous, ensemble des résidents à des foyers en lutte, tenons à signaler que :

1) Ce ne sont pas uniquement des travailleurs algériens qui sont en lutte, mais l'ensemble des travailleurs de 11 nationalités différentes qui participent effectivement à la grève.

2) Le Comité de coordination et les comités de résidents sont composés de délégués de différentes nationalités.

3) Les travailleurs algériens ne sauront être les victimes de la « crise » actuelle entre l'Algérie et la France.

4) Nous sommes tous unis dans notre lutte pour de meilleures conditions de logement.

5) Notre problème reste à régler entre nous et la direction de la Sonacotra.

Face aux éventuelles tentatives d'expulsions à venir de certains travailleurs délégués, nous tenons encore à signaler que :

1) la riposte sera une riposte effective de l'ensemble des travailleurs immigrés des plus de 50 foyers, avec le soutien des travailleurs français.

2) Nous restons unis Français et immigrés, dans la lutte contre toute tentative de sabotage, d'expulsion, d'intimidation, d'intervention des CRS et jusqu'à la satisfaction de nos revendications.

Les comités de résidents  
Le Comité de Coordination  
56, rue de la Fontaine au Roi  
75011 - Paris -

## Interview de militants du Comité de grève de Paris-Sud-Ouest

**Rouge :** Comment la grève a-t-elle commencé à Paris Sud-ouest ?

**François :** Le climat était chaud ; dans la salle syndicale, on a décidé l'organisation de la grève : piquets de grève, comité d'information (toute la presse était affichée) ; les gars venaient aux renseignements.

**R. :** Comment le comité de grève s'est-il constitué ?

**Michel :** La CGT appelait au calme, et ses responsables se sont opposés à ce qu'on mette des drapeaux rouges à l'entrée du dépôt. Quand on soulevait le problème de la coordination, ils expliquaient que c'était le boulot des fédés, mais en fait on avait du mal à savoir ce qui se passait ailleurs.

Mercredi à 11 H, la CFDT a fait une assemblée générale devant 200 gars la proposition de constituer un comité de grève. La CGT s'y est opposé avec véhémence et a refusé catégoriquement qu'il y ait un vote. Face à ce refus de vote, les partisans du comité ont maintenu leur proposition et se sont retrouvés après l'AG à une trentaine.

**R. :** Comment le comité de grève est-il intervenu ?

**Bernard :** Deux tendances se sont

exprimées à la réunion de jeudi ; d'une part le comité de grève auquel la CFDT avait décidé de participer au côté de militants CGT et de non-syndiqués, et d'autre part les responsables de la CGT. Il faut signaler que la CGT avait distribué 3 tracts dans la journée pour dénoncer la constitution du comité de grève. Malgré toutes ces pressions, il y avait un bon nombre de syndiqués CGT à participer au comité, dont le noyau stable était de 25 cheminots.

**R. :** Quelle a été son influence dans la poursuite du mouvement ?

**Bernard :** Il faut dire que dès le jeudi soir la CGT préparait la reprise pour le lendemain matin. Du côté de la CFDT, la fédé faisait courir le bruit qu'il n'y avait plus que 20 % de grévistes sur tout le réseau. On a cherché à vérifier les chiffres en téléphonant à droite et à gauche : c'était ridicule. Ce sont des informations comme celles-là qui ont fait reprendre le boulot dans pas mal de secteurs. Le comité de grève ainsi que la CFDT, ont sorti chacun un tract appelant à la continuation du mouvement.

**Michel :** Ce qui a été le plus important, c'est la circulation de l'information. Beaucoup d'entre nous ont passé des heures au téléphone.

Au début, la CGT a refusé de nous donner les numéros des permanences syndicales, sous prétexte qu'elle avait perdu le carnet. Finalement, on a eu des tas de contacts : Paris-Est, Paris-Nord, AMiens, Nantes etc.

**François :** C'est le comité de grève qui a vraiment organisé l'occupation avec les piquets de grève, les équipes volantes vers les autres gares, la popularisation.

**R. :** Quelle était l'ambiance à la reprise ?

**François :** Certains gars ont été écœurés de l'attitude des fédérations et parlaient même de déchirer leurs cartes, surtout à la CGT.

**Bernard :** On peut dire quand même que le comité de grève, les propositions qu'il a faites, ont évité la démolition. A l'AG de reprise, l'ambiance était plutôt bonne, et on pensait déjà aux prochaines luttes.

**R. :** Quel bilan tirez-vous avec le recul ?

**Michel :** Au début, les gars nous disaient « vous avez raison, mais vous serez minoritaires et vous aurez les syndicats sur le dos ». Maintenant, le comité de grève a fait ses preuves dans la lutte, les gars ont une attitude différente. Maintenant on prépare les prochaines luttes.



## FEMMES

### Une interview de « L'information des femmes » CIRCULATION DES NOUVELLES CIRCULATION DES DEBATS DANS LE MOUVEMENT DES FEMMES

**L'information des femmes : un bulletin de liaison, d'information dans le mouvement des femmes qui est loin d'être assez connu. Le numéro cinq vient de paraître, c'est en pliant les pages que Michèle, Jenny, Sophie et Danièle ont expliqué ce qui les amenait à travailler ensemble.**

● **Pouvez-vous raconter l'histoire de l'« Information des femmes » ?**

**Michèle :** Jenny et moi étions partie prenante de la création du G.L.I.F.E (groupe de liaison et d'information femme-enfant) — lieu de regroupement pour les femmes à Paris. Vite on a ressenti le besoin d'information : l'information, dans le mouvement des femmes ne circulait pas. Seules quelques filles qui avaient le temps et le téléphone savaient ce qui se passait. Détenir l'information, c'était détenir un pouvoir, et elles tenaient à ce pouvoir. Faire circuler l'information permettait aux groupes de banlieue et de province, aux femmes qui attendaient quelque chose du mouvement, de se sentir moins isolées. Dans le bulletin, il y avait une rubrique « les groupes se présentent », ça obligeait les groupes à préciser ce qu'ils voulaient. On pouvait attendre des mois pour qu'ils fournissent cette présentation.

Puis le GLIFE s'est trouvé en difficulté financière. Il a fait appel à des bénévoles pour l'entretien du centre, et aux groupes de femmes pour un soutien financier. Un comité de soutien au GLIFE s'est créé.

**Jenny :** On a fait réunion sur réunion pour discuter de la gestion du centre. Des questions se sont posées : quel droit de regard ? qui contrôle ? Le GLIFE s'appuyait sur un capital privé, nous nous battions pour une

gestion collective, y compris financière : le centre donnait une image du féminisme complètement illusoire ; des femmes étaient exploitées par d'autres femmes au nom du féminisme. Après leur boulot elles venaient travailler gratuitement au centre mais n'avaient pas le moindre droit de regard sur la manière dont il fonctionnait. Pour nous ça a été très dur. Le centre était vide de contenu politique, militant. C'était un lieu de rencontre pour des filles qui se connaissaient déjà, il n'y avait pas d'accueil, pas de réponse à donner aux femmes qui venaient nous trouver.

Finalement nous sommes parties. Seules les « Féministes révolutionnaires » sont restées en disant qu'elles préféraient la monarchie à la république parce qu'au moins on connaît son roi. Là encore, il y avait deux conceptions du féminisme.

**Sophie :** Si le centre était vide de contenu, c'est aussi parce qu'il était déconnecté d'une réalité militante essentielle du mouvement. La rupture politique que vous avez faite avec le GLIFE, les groupes l'avaient déjà faite deux ans plus tôt en quittant les assemblées générales du MLF et en initiant une pratique sur les lieux d'habitation et de travail. Et

puis, il est apparu qu'on plafonnait, éloignées les unes des autres. L'idée de lien entre les groupes, de rassembler les forces, a fait son chemin ; il fallait un endroit où se rassembler, mais pas sur n'importe quelle base... C'est là que la démarche des groupes a rencontré la vôtre.

Vous êtes donc parties du GLIFE et vous avez fait une « plate-forme pour un centre de femmes »...

**Jenny :** L'« Information » est devenue tout de suite un instrument de travail collectif. On a fait notre bilan sur le mouvement et ça nous a amenées à faire cette plate-forme pour un centre de femmes.

**Danièle :** Les femmes ne doivent pas s'enfermer dans un ghetto. Un lieu d'échange doit leur permettre de mener la lutte sur tous les terrains et de savoir les luttes que mènent les autres femmes.

**Sophie :** Pour le centre de femmes, nous n'allons pas le faire nous-mêmes : c'est une proposition de travail. Nous avons diffusé notre texte en assemblée générale des groupes. Il existe un *Collectif de campagne* avec des déléguées de groupe. Il lui faudra à la fois poursuivre le débat sur le mouvement, le

type de centre et ouvrir la campagne publique, si les groupes sont prêts à la mener.

● **Vous avez beaucoup parlé du pouvoir que donne l'information. En publiant le bulletin, vous avez vous-mêmes ce pouvoir...**

**Toutes :** Pas du tout. Nous sommes dépendantes des informations qu'on nous envoie. Nous les publions. Quand on n'est pas d'accord, on le dit aussi, mais on publie l'information.

**Danièle :** Le bulletin doit être compris comme un instrument de travail. Il doit toucher les groupes mais aussi les commissions syndicales femmes, etc.

● **Comment se passe la diffusion, comment va évoluer le bulletin ?**

**Michèle :** Nous avons des dépôts dans quelques librairies à Paris et en province. Au maximum, nous demandons aux femmes, aux groupes, de s'abonner et d'envoyer des informations. L'important maintenant est de se développer en province, de lutter contre la centralisation politique en France. Nous voulons également que se constitue une mémoire écrite du mouvement, qui soit aussi un instrument de débat. La circulation des informations, c'est la circulation des nouvelles mais aussi des débats.

L'information des femmes : 31 rue du Transvaal 92 250 La Garenne-Colombe. Abonnement pour un an : 30 F

### La prostitution a du bon...

Un sondage fait à Paris, Lyon et Marseille montre que 71% des personnes interrogées pensent que les prostituées sont des *exploitées*, mais en même temps, 49% pensent qu'elles sont *indispensables* et 61% qu'elles sont *âpres au gain*. Singulière façon de faire justifier l'exploitation ! L'IFOP qui ne publie que les résultats et non pas son questionnaire (combien d'hommes, combien de femmes ont répondu ?) réussit un beau coup de filet avec trois petits chiffres...

Ignorant pour la plupart de la réglementation actuelle, 75% souhaitent que la prostitution soit autorisée et mieux réglementée et estiment que « la meilleure solution serait que les prostituées attendent leurs clients dans des bars et des hôtels spécialement conçus à cet effet ».

Le peuple de France mis en rondelles par les sondages est favorable aux Eros Center. C'est là le grand résultat de ce sondage. Dans cette société, le spectacle de l'oppression est intolérable (le trottoir), mais pas l'oppression !

Ce sondage vient au bon moment, 48 h à peine après la publication surprise par *Le Monde* du rapport Pinot qui propose l'arrêt de la répression pour racolage et refuse de développer les quartiers réservés, il montre que le « français moyen » reste hostile à montrer au grand jour (1 français sur deux « ne voudrait pas que ça se passe dans un immeuble ») ce qu'il considère comme une activité inévitable (61% sont favorables à l'extension aux prostituées des prestations sociales). Voici un renfort pour toute une partie du gouvernement peu encline à soutenir les mesures proposées par Pinot.

## les temps modernes

### MOON A BORDEAUX

● Quelques incidents ont eu lieu au cours d'une réunion de la secte Moon dans un grand hôtel du centre de Bordeaux. Devant environ 300 personnes, l'orateur a été plusieurs fois interrompu par des représentants de l'Association pour la défense de la famille et de l'individu. Les organisateurs ont alors fait appel à la police, quelques échanges de coups ont eu lieu. Doux spectacle que celui des réactionnaires se tapant sur la figure. Pour leur part des militants d'extrême-gauche se sont regroupés pour dénoncer la réunion.

### OLYMPIC EN CARTON-PATE

● Le plan Polmar a des allures de farce. Plus personne n'y croit. Le navire atelier *Barracuda* s'est éloigné de l'*Olympic* à cause de la houle, et les plongeurs n'ont pu réexaminer la coque. Les habitants d'Ouessant ont marqué de façon pleine d'humour leur opinion : Samedi, au bal costumé du Mardi-gras, le premier prix a été remporté par une équipe présentant une réplique en carton de l'*Olympic Bravery* avec pour équipage un commandant, bien sûr, mais aussi un corsaire et une dame en costume régional brandissant une pancarte : « Il n'y avait pas de danger de marée noire, Monsieur le préfet, voyez le résultat ».

### MISO-MASO

● Miso et Maso changent de salle :

**Maso et Miso vont en bateau**, film vidéo où l'on voit Françoise Giroud sous son meilleur jour, passe maintenant à l'*Olympic*, 10, rue Boyer-Barret. En semaine à 20 h, 21 h, 22 h. Les week-end, permanent d'heure en heure. A ne pas manquer. Prix : 7 F.

### BOXE QUI PERD GAGNE

● Ce matin, il y a paraît-il, un vainqueur et un vaincu : Valdèsou Cohen, Cohen ou Valdès ? A vrai dire, nous nous en moquons un peu ; le boxing business excelle dans l'art de brouiller les cartes, il est très fort au « qui perd gagne ». — Ainsi, vainqueur ou vaincu, Cohen a gagné hier soir au moins 30 millions d'anciens francs. Quant à Valdès, même perdant, il aura empoché de quoi étoffer un peu sa collection d'immeubles de rapport et de bateaux de pêche à Carthagène, sa ville natale (Colombie)... Il est d'autres gagnants plus inattendus : les braqueurs qui, samedi, ont embarqué une partie de la recette du match (20 000 F).



La manifestation du 6 mars à Paris (Fotolib)

## A propos de l'article « Heurs et malheurs de la contre-presse »

(Rouge du jeudi 18 mars)

L'article en question signé J.P.G. et J.F.V. appelle quelques remarques :

1) Les erreurs factuelles : La *Criée* n'est évidemment pas un canard lyonnais mais marseillais, le journal « d'été » n'aura pas pour titre « Les vacances des français » (c'en était le thème !) et tirerait à 150 000 exemplaires et non à 15 000. La presse de contre-information n'est justement pas issue de mai 68, mais son développement date des débuts des années 70, lié à une relative « reconversion » d'une partie de la génération militante de 68...

2) Ces erreurs sont le fait d'une totale réécriture « parisienne » de l'article : dans le cadre de cette réécriture ont disparu aussi toutes les informations concrètes, et surtout tout l'aspect « débats » : l'article donne l'impression de relater des décisions alors que dans ce domaine il ne peut y avoir que matière à débat.

Les différences entre les canards de contre-information plus « journalistique » et les journaux « d'expression Populaire » (écrit par les lecteurs) ont par exemple complètement disparues.

3) On ne peut que se poser le problème du « pourquoi » de cette réécriture, le style est devenu véritablement abominable, des phrases ont été inventées de toutes pièces (« Les techniques les plus éprouvées du management ! »), l'article est finalement très raccourci et la liste des adresses de tous les journaux présents à la réunion nationale n'a pas été publiée.

4) Ce qui pose le plus de problèmes : cet article avait, dans sa version originale, une signature explicite J.P.G. membre du *Clampin libéré*. Son rédacteur n'est pas un militant de la *Ligue Communiste Révolutionnaire* et c'est comme membre d'un journal ayant participé à la réunion nationale du 21 et 22 février, qu'il écrivait.

Modifier son article, le truffier d'erreurs, le réécrire dans le plus

plat des styles journalistiques, tout cela pose le problème des rapports entre l'équipe rédactionnelle de Rouge et les collaborateurs occasionnels.

On peut comprendre, dans le cas d'un article urgent, que cette réécriture se fasse sans contact avec l'auteur. Mais dans ce cas précis, où il pouvait être retardé de quelques jours, la moindre des choses semble être d'avoir l'accord de l'auteur initial ou alors de ne signer cet article que du nom du rédacteur parisien.

5) En conséquence de quoi, J.P.G. tient à signaler qu'il n'assume pas la responsabilité de cet article qui n'est dû qu'à J.F.V.

La direction de la LCR de Lille

Dont acte à un détail près : l'article proposé par le camarade de Lille et maladroitement caviardé par nous comportait la formule suivante : « Nous ne devons pas hésiter à utiliser toutes les techniques modernes du management », formule pas si éloignée de la nôtre.



## justice

### UN APRES-MIDI AUX FLAGRANTS DELITS

Tous les jours, dans tous les tribunaux correctionnels de France, se tiennent les séances de *Flagrant Délit*. Le *Flagrant Délit* est une juridiction expéditive, qui juge les auteurs de petits délits pris sur le fait ou en possession de l'objet du délit : vol à la tire, à l'étalage, etc. Et aussi, comme l'a dit le procureur, « certaines affaires passent en flagrant délit pour éviter l'ouverture d'information », économie exige, justice expéditive, comme l'aiment *Le Parisien*, *Détective*, et d'autres journaux. Mais la presse n'est jamais là aux flagrants délits, seul *Libération* couvre régulièrement ce genre de procès depuis plus d'un an ; le public, important en correctionnelle y est restreint. Nous avons assisté par exemple à la séance de flagrants délits de la 16<sup>e</sup> Chambre correctionnelle de Paris a commencé jeudi à 19 heures trente...

Les peines distribuées en flagrant délit sont généralement lourdes, il ne sert à rien de nier, on n'a de toute façon pas le temps de s'expliquer. Tous ceux qui ont nié à cette séance ont été condamnés à de lourdes peines, ils ont tous été jugés en moins de quinze minutes. Et il est étonnant de voir ces individus brisés déjà, accepter la procédure de flagrant délit : ils ont en effet le droit de la refuser et de préparer leur défense. Ils ont tous

accepté le flagrant délit, ils ne se sont pas défendus et aucun avocat n'était présent...

Un africain est interpellé dans l'après-midi pour le vol d'une paire de lunettes chez *Gibert Jeune* (valeur 49 francs) : « Je ne pensais pas que cela était si grave... Le président : « Vous avez une allure de clochard ». Un mois ferme. L'affaire a pris cinq minutes.

Un ouvrier imprimeur, déjà condamné 9 fois en correctionnelle, s'explique très franchement dans une affaire de vol : « Un vrai casseur ne casse jamais dans son quartier, ce n'est pas moi, je passais juste ». Le témoin confirme. « Mais, comme la vitrine était cassée, je suis entrée pour voir s'il y avait de l'argent liquide, il n'y en avait pas, alors je suis parti ». Le président : « Vous reconnaissez donc l'intention de vol ? Vous comprendrez que c'est pareil au vol ». Le procureur : « Vu son passé et sa psychologie, il n'est pas possible de dire qu'il n'a pas participé au vol. Six mois ferme, pour délit d'intention ».

Trois travailleurs, accusés du vol collectif de cent kilos de beurre, dépités, ils ne comprennent pas bien où ils sont : « c'est une bêtise » disent-ils pour toute défense. Trois mois ferme chacun.

Deux jeunes de vingt ans pour un vol : « passe moi ton fric ou je te



fais une tête », l'accusateur transforme en agression, le président en attaque à main armée : 10 mois chacun. Le président explique que c'est la peine usuelle. Ils n'avaient pas d'arme ? Et alors, il s'agit de prophylaxie insiste le procureur...

Les tribunaux de flagrant délit constituent de véritables juridictions d'exception basées sur l'ignorance et la confiance des accusés, elles jugent sans preuve et sans se

préoccuper des déclarations des inculpés ou de leur situation.

Aux deux jeunes braqueurs le président déclare : « Mais vous êtes complètement fous », mais il n'en tire aucune conclusion. Il confond la récidive et les antécédents, joue avec le droit. C'est un dur maillon de la défense quotidienne de la propriété, qu'il convient de dénoncer, et qu'il faudra abattre.

P. V.

## l'homme des casernes

### UNE NOUVELLE MALADIE MENTALE : LE REFUS DU PORT D'UNIFORME

Le 8 mars, Bernard Lefèvre, qui travaillait chez de petits paysans de la Vallée d'Aspe (Pyrénées Atlantiques) était arrêté. Mobilisable, il n'avait pas demandé à temps le statut d'objecteur de conscience. Les raisons de son objection étant essentiellement politiques, il n'aurait d'ailleurs eu aucune chance de se voir accorder ce statut.

A l'annonce de cette arrestation, objecteurs, paysans, travailleurs se sont mobilisés. Une soixantaine d'entre eux ont monté la garde devant la gendarmerie de Bedous. Vers deux heures du matin, une quarantaine de flics, casqués et armés jusqu'aux dents ont emmené Bernard, après avoir menacé et insulté les manifestants.

Le lendemain, la mobilisation était quasi-générale dans la vallée d'Aspe, à Oloron, à Pau. Les cantonales aidant, certains notables ont du prendre position en faveur de Bernard. En dix jours, plus de 1200 signatures ont recueillies pour réclamer sa libération immédiate.

Transféré au camp de Souge, près de Bordeaux, Bernard n'a pas pu être isolé. Il a au contraire rencontré de nombreuses marques de solidarité de la part des appelés, il faut dire qu'à Souge existe un comité de soldats (qui vient d'ailleurs de publier un bulletin avec le soutien de la CFDT).

En définitive, pour le gouvernement, l'affaire était mal engagée. On a préféré désamorcer. Bernard a été examiné par un psychiatre militaire qui l'a déclaré, tout bonnement, dingue : classification P4. Fou Bernard ? Oui, pour les militaires. Fou, parce qu'il refuse de porter l'uniforme. Fou, parce qu'il préfère travailler chez de petits paysans. Il est fou, enfin, parce qu'il accepte de risquer 2 ans de prison pour ses idées. Folie et contestation, tout ça c'est du pareil au même pour un psychiatre galonné.

Mais, aujourd'hui, Bernard, exempté est en liberté. Un fou en liberté ? Mais où s'arrête donc la logique militaire ? Le 25 mars, Bernard a expliqué tout ça dans une conférence de presse à la mairie de Bedous et a tenu à préciser qu'il continuait le combat avec les petits paysans contre le gouvernement qui les écrase, avec les objecteurs contre l'armée de guerre civile. En conclusion, il a appelé à une réunion à Pau avec des appelés, des insoumis, des objecteurs. Les appelés luttent à l'intérieur des casernes, les insoumis luttent avec d'autres courants à l'extérieur. Tous contre l'armée. Pas mal comme programme.

P.L. Correspondant Oloron

## CONTRE LA PEINE DE MORT

Un travailleur de l'usine Rhône-Poulenc de Vitry nous a fait parvenir le texte suivant qu'il fait circuler dans son entreprise dans le cadre de la campagne contre la peine de mort organisée par la « Gueule ouverte ».

### HALTE A LA CUREE !

Il est plus facile de jeter une tête aux chômeurs dans l'arène sociale que de leur donner les moyens de vivre.

Un fascisme de tous les jours, un fascisme rampant à visage humain est en train de s'installer au son de l'accordéon et à la vitesse du couperet du sieur Guillotin. La « majorité de la sécurité » que rameute le Prince Poniatowski vient de se donner des guides : ils ont nom Hector Rolland, député UDR, Bernard Lafay, président du Conseil de Paris UDR, Michel Droit, l'ineffable chanteur des pogroms, Raymond Le Bourre, ex-secrétaire FO et grand destructeur de syndicats et Jean Marie Le Pen, grand maître du fascisme hexagonal ; cette sombre brochette digne de l'Allemagne des années 30, s'est réunie dernièrement pour se doter d'une organisation afin d'appeler à la mort en famille. Ligue Nationale contre le crime et pour l'application de la peine de mort, tel est le nom de ce rassemblement qui veut nous convier à assister aux exécutions en place de grève, dont la justice veut nous gaver depuis quelque temps.

Les guides sont là, l'organisation est prête, il ne manque plus que les masses ; alors pour cela, on sort l'artillerie lourde : le *Parisien Libéré*, l'*Aurore*, le *Figaro*, *Minute*, l'*ORTF*, les radios...préparent les consciences qui ne demandent d'ailleurs qu'à être manipulées par cette démagogie poujadiste-fasciste. Ils investissent les esprits comme ils savent si bien le faire, en faisant appel aux sentiments des mères de famille, en faisant vibrer la corde de la vengeance des pères de famille.

Et pendant que le peuple achète des guillotines en plastique au supermarché, il oublie que la peine de mort est un crime tout comme les centrales nucléaires préparent le génocide.

Il est grand temps de se lever de son prie-dieu et de s'écarter de cette période de transition entre la « société libérale avancée » et le fascisme des stades. L'objectif du pouvoir est clair et net : il doit capter et mettre à son service toutes les formes de microfascisme qui conduisent actuellement au racisme anti-jeune, anti-arabe, anti-juif, anti-femme, anti-pédé, anti-n'importe quoi. Il faut à l'Etat en crise un exutoire social pour savoir mettre en place ses centrales nucléaires, (hommage à Leprince Ringuet), occuper le plateau du Larzac (hommage à Bigeard), pour mater la classe ouvrière et ses organisations (hommage au CNPF). C'est le père Noël-Giscard avec sa hotte pleine de tièrçes, de matches de foot, de guillotines, de Guy Lux et d'atomes pacifiques.

La poignée que nous sommes ne croit ni au Père Noël ni au petit rapporteur et pendant qu'il est temps d'arrêter le couperet. Il ne s'agit pas de « sauver » des types qui risquent leur tête en ce moment, mais de faire savoir que nous sommes contre la loi du talon et qu'à un meurtre, si sordide soit-il, ne doit se perpétrer un autre meurtre. Nous vous appelons à signer la pétition contre la peine de mort qui circule actuellement dans l'usine à l'initiative de plusieurs travailleurs.

## QUAND LES PARAS MANOEUVRENT

Manœuvres de la 2<sup>e</sup> brigade « paras » Tarn, Gers Haute-Garonne concernés

Le P.C. de campagne vient d'être hébergé près de Druac dans le rayon de Cadours (31). Le colonel nous transmet le secteur comme ses instructions au chef de la patrouille d'hélicoptères armés. C'est le général Lemoine qui commande la manœuvre.

En page 3



Au moment de la mort de leur camarade Jean Paul Philippe, les soldats du 6<sup>e</sup> RPIMA de Mont de Marsan ont clairement expliqué que ce décès n'était que la conséquence somme toute logique de l'abrutissement, de la tension nerveuse, de la fatigue physique accumulés pendant les manœuvres auxquelles ils venaient de participer. Il est intéressant de revenir aujourd'hui sur ces fameuses manœuvres. Rassemblant les régiments de la 2<sup>e</sup> Brigade parachutiste, elles étaient un véritable campagne d'intoxication psychologique, tendant à faire accepter la présence de l'armée par la population des quatre départements traversés par l'axe Montauban-Auch.

Pendant plus de 1 jours, les paras ont arpenté le terrain, sollicité l'habitant, cherché à se faire accepter. Pour cela, rien n'a été laissé au hasard : cantonnement

chez des particuliers, organisation de rencontres sportives, démonstrations de sauts et, naturellement prise d'armes à grand spectacle. « Action psy auprès des populations », titrait, à juste titre un journal local. Mais la psychologie n'est qu'un des aspects de l'action que peuvent éventuellement mener les régiments paras auprès des populations. Ainsi, dans le temps même où se menaient les manœuvres, une compagnie du 6<sup>e</sup> RPIMA (toujours lui !) s'entraînait au « maintien de l'ordre » au camp de Canjuers avec des commandos d'élèves officiers de Salon de Provence.

Sourire pour les populations, parades à grand spectacle, opérations « charme » de tous ordre ne parviendront pas à faire oublier l'évidente fonction anti-ouvrière de ces régiments où meurent si « naturellement » les appelés.



## des fleurs et des pavés

### livres

#### « le seigneur des anneaux » tome I

de J.R.R. TOLKIEN, livre de poche, 9,50 francs

Le « livre de poche » réédite le grand roman féérique de Tolkien qui occupe une place importante dans la littérature à plusieurs titres. Le moindre n'est sans doute pas l'immense diffusion que ce livre a eue dans les pays anglo-saxons : des millions de lecteurs sont allés chercher dans Tolkien le modèle d'une société dans laquelle le travail serait agricole et artisanal et où le merveilleux se rencontrerait à tous les pas. A une époque où il y a des elfes et des dragons, un anneau d'or donne, à qui le possède, la puissance de se rendre invisible. Pour la possession de l'anneau, Sauron de Mordor « seigneur de ténèbres » oblige Frodon le hobbit à quitter son pays afin d'aller brûler l'anneau dans la montagne Oradruin. Les péripéties merveilleuses s'enchaînent, soutenues par une écriture qui crée au fur à mesure du récit son propre code, celui dans lequel s'expriment les « hobbits », « personnes plus menues que les nains », habillées de couleurs vives, pacifiques et hospitalières.

Le « seigneur des anneaux » c'est, avec « Walden ou la vie dans les bois » de Thoreau, l'un des livres les plus lus par une jeunesse en révolte contre la société bourgeoise, le travail aliéné, l'absence de tout rapport authentique, mais qui n'a pas fait le pas qui mène à la révolution. D'où un goût « rétro » pour les sociétés pré-capitalistes, une certaine nostalgie des anciens rapports de production. Les hobbits, Tolkien nous le dit, sont toujours parmi nous mais cachés, comme aux marges de la société actuelle. Ils fument « l'herbe à pipe » qui vient du « nord de l'Anduin inférieur » et ont remis leurs armes au musée, se contentant de peu pour vivre. Des thèmes développés en 1954 par Tolkien mais qui restent plus que vivaces pour une bonne partie des jeunes de nos froides contrées... Cette actualité de l'ouvrage, au-delà de l'intérêt purement littéraire, commande sa lecture. Une lecture qui permet d'entrer plus avant dans ce qui n'est pas simplement mythologie, mais la sensibilité profonde d'un milieu auquel on ne peut s'adresser sans connaître les thèmes majeurs qui commandent son mode de vie. Les hobbits existent, nous en avons même rencontré dans certaines manifs et fêtes révolutionnaires...

M.C.

## disques

### T. BONE WALKER

Classics of modern blues  
Double album Musidisc

Du blues, et du meilleur ! T. Bone Walker, mort l'an dernier à Los Angeles restera comme l'un des plus grands guitaristes de blues, dont se seront inspirés d'autres grands comme Albert King ou B.B. King. Il fut un des tous premiers (le premier) musiciens à utiliser la guitare électrique, imposant ainsi un nouveau style de guitare que tenteront de reprendre à leur compte plus tard les nombreux rockers mais en l'appauvrissant considérablement (que ceux qui ne jurent que par Chuck Berry et ses sortis écoutent un peu T. Bone ; gageons qu'ils feront la différence).

T. Bone Walker n'est pas seulement un guitariste (il était en outre pianiste à l'occasion) ; c'est aussi un puissant chanteur de blues, à la voix très originale. Il fait corps avec le blues, ce mode d'expression populaire privilégié des noirs américains, racine maîtresse du jazz, où tout un peuple se raconte, où, à travers d'innombrables histoires d'amour déçu affleurent toujours la vie des ghettos, le chômage, la misère, l'alcoolisme, la prison... le tout enrobé souvent d'un humour corrosif.

P.C.



Au Palais des Sports de Paris, ce soir :

## RORY GALLAGHER



### IRISH BLUES

Le fond du blues, la chair qui le crie est celle du noir américain quand il en a marre. Marre des sales boulots, marre des ghettos, marre de la morgue blanche, marre du flic blanc, marre de la femme blanche, marre d'être noir. Musique riche des improvisations aussi nombreuses que les histoires de la vie dans les quartiers poubelles du « rêve américain », moyen de déverser tout ce qui est lourd dans le corps et dans la tête, sorte d'analyse collective de l'oppression d'une communauté. C'est bien comme cela qu'on l'entend, pris dans le balancement binaire lancinant de la guitare qui porte et supporte nos propres dérives, nos consciences tristes. Pas étonnant que la jeunesse des années soixante, et encore aujourd'hui, qui se vit un peu comme un nouveau « continent noir », se soit autant reconnue dans ces longues plaintes jamais complètement désespérées. Cette fascination a marqué tous les grands groupes de musique blanche. Le cas le plus connu est celui des Rolling Stones.

Difficile de tricher avec cette musique et rares sont les blancs qui arrivent à mieux qu'à être de géniaux faussaires.

A moins d'être irlandais et de ne pas trop aimer les Anglais. Rory Gallagher est irlandais. Il ne porte pas le béret noir des « Provisoires » de l'IRA, mais il chante le blues comme seul un blanc le vivant vraiment de l'intérieur peut le faire. Au-delà d'une sympathie pour une musique qui sonne particulièrement dur, c'est la sensation de rencontrer une démarche qui va largement au-delà des contraintes du show-business qui nous plaît particulièrement dans la musique de Rory Gallagher. Son contact avec le public, exempt du cinéma des stars, sa toujours même guitare, ses éternels jeans et chemises à carreaux expriment que c'est la musique qui importe, qu'elle doit suffire à nous bouleverser sans s'aider d'un « spectacle » qui serait ici inopportun. Et elle suffit.

Rory Gallagher est ce soir au Palais des Sports. Il sera à Lyon le 1<sup>er</sup> avril, entouré de Lou Martin (claviers), Gerry Mc Avoy (basse), Rod de Ath (batterie), toujours là depuis 1972.

J.L.R.

**Discographie :** Si vous n'en prenez qu'un, prenez le double album « live » « Irish tour » qui date de 1974. « Live in Europe » est aussi très bon, sans oublier le déjà ancien « Live Taste » enregistré à Montreux. Dans les enregistrements de studio, « Tatoo », bien que sa musique s'accomode mal de la froideur du face à face avec le seul magnétophone.

### GRANDES PETITES NOUVELLES

Klaus Schulze (pour ceux qui aiment) sera à Pleyel le 3 avril avec toutes ses machines.

En mai, nous verrons : le 3, Jethro Tull. David Bowie les 15, 16 et 17. Joni Mitchell le 24, Léonard Cohen du 5 au 8.

Avant, Johnny Cash sera passé le 10 avril au théâtre des Champs Elysées à Paris et Procol Harum aura fait une tournée : le 26 avril à Grande Synthe, le 27 à Strasbourg, le 28 à Besançon, le 30 à Clermont, la veille à Lyon, le 1<sup>er</sup> mai à Bordeaux et pour finir, apothéose à Toulouse le 2 mai.

Tout cela nous aura bien préparé pour la venue des Rolling Stones les 4, 5 et 8 juin à Paris.

Et puis les premières rumeurs quant au Festival d'Orange l'été prochain : des noms en vrac : Hot Tuna, Jefferson Starship, Loggins and Messina, JJ Cale, Quicksilver, Robert Wyatt, Robin Trower, les Who, Georges Harisson, John Cale, Tangerine Dream, Nico, Van der Graaf Generator, Popol Vuh, Ange, Heldon, Béranger. La tenue du festival n'est pas encore acquise. Les notables du coin n'ont pas bien avalé l'envahissement coloré de l'an dernier et se demandent encore si leur tranquillité triste ne vaut pas un gros sacrifice pour leurs porte-monnaie.

### MUSIQUE D'ABORD !

Un disque de musique classique vaut entre 30 et 40 francs. Dans ce prix, plus de la moitié paie la pochette. Elles sont luxueuses, épaisses. C'est à qui réussira la pochette la plus tape-à-l'œil.

Harmonia Mundi, dans un marché dominé par les groupes internationaux, a décidé de rompre avec ce caractère mythique de la pochette : ils sortent des disques sans pochette illustrée. C'est une nouvelle collection à 17 F, de l'« Ode sur la mort de Purcell » de John Blow, pour ceux qui aiment les voix de haute-contre (voix d'hommes au dessus du ténor), et plus spécialement le Deller Consort.

De plus, Harmonia Mundi ne s'engage pas dans les sentiers battus et re-battus. Signalons, par exemple, la sortie dans cette collection à 17 F, de l'« Ode sur la mort de Purcell » de John Blow, pour ceux qui aiment les voix de haute-contre (voix d'hommes au dessus du ténor), et plus spécialement le Deller Consort.

## La réforme de France-Musique

### UN ALIBI CULTUREL ?

Depuis des mois, les prises de parole sur les ondes et les invectives écrites dans les journaux n'en finissent pas d'être échangées sur un sujet touchant moins de 1 % des Français : comment nous est-il possible d'aborder le fonctionnement de la nouvelle « radio en couleurs » souhaitée par Louis Dandrel, responsable de la chaîne depuis l'automne 75 ?

Cinq volontés de réformer se dégagent tant des déclarations de Dandrel (1) que de l'écoute de France-Musique depuis six mois :

- élargir l'horizon musical jusqu'ici confiné à la production musicale européenne du 17 au 19<sup>e</sup> siècle, au jazz, à la chanson populaire, à la musique d'Afrique ou d'Asie.

- Sortir la musique « classique » de son cocon, extrait de tout contexte social, en inaugurant des bulletins d'informations générales moins pauvres que précédemment.

- Séparer la diffusion de la musique du discours sur la musique.

- « Replacer France-Musique dans le cadre plus général de la direction de la musique de Radio-France » : quelle musique sur les autres chaînes ? quelle articulation entre les activités des orchestres de Radio-France et leur diffusion sur France-Musique... etc.

- Faire jouer à cette chaîne un rôle de formation quant à la production musicale de notre temps.

Laissons de côté l'information politique générale, elle ne peut qu'être insuffisante, déformée et déformante, comme ailleurs... Il est trop tôt pour juger l'articulation de la pro-

grammation de F.M. avec les autres activités de la radio : il faudrait d'ailleurs avoir une vue globale de la politique musicale du pouvoir : nous y reviendrons forcément. La répartition du temps entre la musique et la parole est déjà plus discutable. Il paraît, chrono en main, que jamais on n'a moins bavardé sur la musique : curieusement, on a l'impression contraire. Et le commentaire n'est pas forcément moins pédant que celui, ronronnant, des « vieilles barbes » que les nouveaux venus ont bruyamment remplacées.

Elargir notre éventail musical dans le temps - vers notre époque - et dans l'espace - musiques extra-européennes -, on ne peut être que d'accord sur le principe. Mais quel pédagogie ! Passer brutalement de vingt ans de disques de musique baroque et romantique à des après-midi et des soirées entièrement consacrées aux Indes et à Luigi Nono... voilà qui ne pouvait que provoquer des réactions très... réactionnaires. Depuis les bourgeois(se)s au foyer qui se découvrent une âme « européenne », c'est-à-dire civilisée, jusqu'aux imprécations quasi-racistes de l'Aurore (2) en passant par la défense de l'occident éternel dans le Figaro, France-soir et Minute, la tendance est claire et nous fait réfléchir, sinon tout admettre en bloc.

Juxtaposer Bach, deux chansons latino-américaines, trente minutes de jazz, un bulletin d'information et une soirée Schoenberg suffira-t-il à créer un langage musical, ou même une chaîne de radio qualitativement différents des précédents.

Ce que nous sommes certains, par contre, de ne pas admettre, c'est la pratique consistant à

« rénover »... en faisant le grand vide, c'est-à-dire en commençant par licencier. Les jeunes loups sont plus « dynamiques » que les vieux abonnés au seul Vivaldi ? Soit ! Mais comme dit sans broncher, Maurice Fleuret dans le Nouvel Obs : « Pour en arriver là, Louis Dandrel a du licencier une quinzaine de producteurs sur cinquante, recaser ailleurs (?) les plus enracinés, engager (sur quels critères ? par copinage ?) une équipe permanente... et surtout, obtenir le quasi doublement de son budget... »

Alors ? Alors deux millions de Français écoutent chaque semaine F.M., mais pas plus de 800 000 en même temps. Il reste que les réformes de Dandrel risquent fort de rester des réformes, de servir d'alibi culturel à une classe bourgeoise qui, sur les plans fondamentaux, économique et politique, ne peut plus se permettre aucune « audace », de rester l'œuvre fort limitée d'une caste culturelle incapable de changer les choses plus fondamentalement et pas même consciente de la nécessité de faire en sorte que la musique cesse enfin d'être l'apanage exclusif de la classe dominante. De ce point de vue-là, l'essentiel pour nous, les choses, à F.M., sont mal parties.

Jean-François Godchau

(1) Interview dans « Harmonie » n° 110, octobre 1975 ; dans le « Nouvel Obs » n° 567, du 22/9/75.

(2) Aurore du 2/12/75 : « Arrêtez le massacre : dix minutes de mélodie indienne, cinq de tambours Watasi, trois de trompes Bambés, un peu de sitar et de tabla, un zeste d'électronique pour pimenter le tout... etc. »



## prise de parole



« Prise de parole »... Ça aurait pu s'appeler plus classiquement « Tribune des lecteurs », plus légèrement « Ça va mieux en le disant », ou plus impérativement « Parlez ! ». Le but aurait été le même : faire de cet espace une rubrique permanente, où tous, étudiants, travailleurs, vieux, jeunes, militants ou non, peuvent s'exprimer, réfléchir à haute voix sur les rapports entre culture et révolution, art et militantisme... ou tout simplement, critiquer les critiques.

Cet espace sera ce que vous en ferez, n'existera que par votre courrier. On sait : « tout le monde » a déjà dit ça avant nous. Oui, mais peu ont tenu leurs promesses. Nous tiendrons les nôtres, si vous prenez résolument la parole.

## WAJDA REVOLUTIONNAIRE ?

ou la question polonaise

*L'éducation civique commence tôt en Pologne : les maternelles, de simples garderies, deviennent des centres de préparation pour la scolarité primaire ; on doit y pratiquer, parmi d'autres activités, l'apprentissage du... patriotisme (Être femme en URSS et dans les pays de l'Est, cahier rouge série « Pays de l'Est » n° 1, p. 63).*

*La question du patriotisme est, en effet, une des données primordiales à prendre en compte dès lors qu'on traite de la Pologne et de ses artistes, aussi talentueux soient-ils. Mais les articles consacrés à Wajda dans Rouge n° 9 ont apparemment préféré négliger cette dimension. Ou plutôt, ce qui est pire, ils s'exaltent sur la fertilité étonnante de cet enracinement national opiniâtre, sur « cet attachement aussi étroit à un pays, à une langue, à une culture aussi particuliers ».*

*Kanal, Cendres et diamants, Noces sont autant de pièces ajoutées à l'édification d'un véritable chauvinisme. Noces, surtout, adaptation à l'écran d'une pièce de théâtre du poète Wyspianski, laquelle avait effectivement une signification progressiste, lors de son apparition au début du siècle, alors que la Pologne était absente de la carte du monde, mais qui ne remplit certainement pas une fonction similaire dans la Pologne contemporaine ; la Bureaucratie ne l'ignore pas, qui joue cyniquement la carte « patriotique ».*

*Cahtolicisme et patriotisme exacerbé sont les deux ciments de l'aliénation du peuple polonais (le phénomène ne se limite pas aux seules classes ouvrières et paysannes). Et, si la bureaucratie permet la réalisation d'un tel film, c'est certainement autant par souci d'une politique de prestige social-*



Une scène de « La terre de la grande promesse »

*chauvin que par un souci de propagande anti-capitaliste indispensable au maintien de sa domination.*

*Néanmoins, tout cela ne réduit peut-être en rien la valeur exceptionnelle de la terre de la grande promesse. A condition que la critique n'oublie pas de signaler la plus mauvaise des habitudes polonaises : « Ce peuple ne se pense pas comme société, il ne se pense que comme nation martyre » (Martine Willon, Socialisme à la polonaise, dans Travail théâtral n° XXI, page 82 - le film de Wajda évite-t-il et permet-il d'éviter ce piège ? Telle est la question qui se pose.*

P. Lewandowski

## dans l'objectif

### PROVINCE

● Dans le cadre de la quinzaine présence du Canada, la MJC Raymond Trencavel accueillent à 21h Aude et Jean-Joseph Tremblay qui présenteront la poésie et le théâtre québécois. Faites-le savoir : l'entrée est libre !

● De son côté le cinéma « Le palace » (cours du 4 septembre) poursuit ses séances d'art et d'essai en présentant mardi *Les diables*, de Ken Russel (1971), un film sur l'affaire du couvent de Londun revue par un expressionniste du cinéma britannique.

### Festival de Royan

● Le 13<sup>e</sup> festival d'art contemporain à Royan va dédier l'ensemble de la semaine (du 28 mars au 3 avril) à Joris Ivens. Les projections cinématographiques qui auront lieu, sont en effet consacrées à l'Asie du sud-est et à la Chine. Hier le Cambodge, le Laos et la Corée du Nord ouvraient le feu (avec huit films cambodgiens, laotiens,

coréens, cubains, français, etc.)

Aujourd'hui et demain seront centrés sur l'Indonésie, la Birmanie, la Mongolie, la Corée du Nord et le Vietnam. Nous tirerons un premier bilan dans le courant de la semaine, à suivre...

### PARIS

● Comme l'interview d'A. Gatti publiée la semaine dernière dans nos colonnes l'expliquait la pièce *La passion du général Franco* sera présentée à partir de ce soir au théâtre Le palace (centre national de création contemporaine) Décor de Raymond Moretti. Entrepôts Ney-Calberson, 3 bd Ney, Mo Porte de la Chapelle. Tel : 770 44 37. 20 h 30. Pl : 10 et 25 F.

● Depuis samedi dernier, le *Bread and puppet theater* est dans l'enceinte de notre ville. Il donnera sept représentations d'ici le 2 avril (une tous les soirs). Dépêchez-vous et retenez vos places ! Théâtre des Champs Elysées, 15 ave Montaigne. Tel : BAL 44 36. 20 h 30. Pl : 10 à 35 F. Loc. de 12 h à 18 h.

### MUSIQUE

● Rorry Gallagher passe ce soir au Palais des sports... Mais vous devriez déjà connaître cette information si vous avez eu la curiosité de jeter un œil sur la page précédente... un bon test !

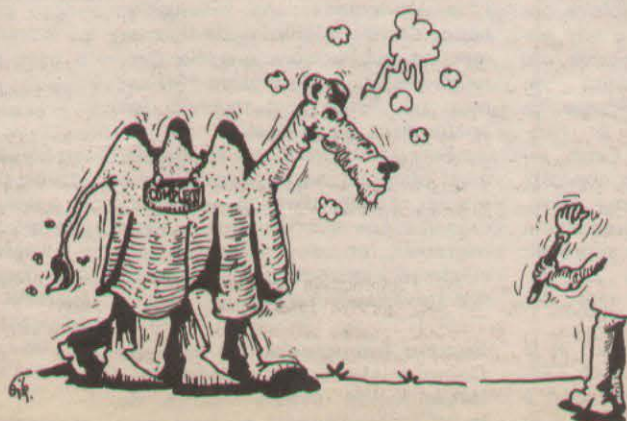
● Le festival de la chanson inconnue continue, tous les lundis au « Vrai chic parisien », 18 rue d'Odessa. Paris 75004. 20 h 30.

● Au « Café d'Edgar », on peut entendre tous les soirs à partir de 19 h 30 « Sklof » (musique celtique — bel anagramme). 58 bd Edgar Quinet. Tel : 326 13 68. Pl : 20 F.

### POUR LES ENFANTS

● Il ne reste plus qu'un seul des deux mimes japonais : Ikko. Aujourd'hui et demain, il interprète : *La main...* Au théâtre présent, 14 h 30. 211 ave Jean-Jaurès. Mo Porte de Pantin. Pl : 7 F. 4 F.

**Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque**



## ce soir, sur



### LE COMLOT

« Le complot » de René Gainville est un film policier à alibi politique qui prend les événements réputés « douloureux » comme toile de fond et évite soigneusement de s'y engager vraiment. On y voit des soldats perdus par idéalisme, des activistes et des barbouzes un peu rudes, des politiciens et des flics cyniques et quelques femmes qui aident tous ces héros à enfiler leur pardessus. Ce film est construit sur la trame d'un anticonformisme superficiel qui renvoie dos à dos flics et factieux, montre que des braves types et des salopards, il y en a dans chaque camp et qu'en tout cas, ma bonne dame, la politique ça n'est pas propre-propre. On connaît cette rengaine inoffensive, on sait depuis longtemps qu'en 1962, flics et barbouzes n'y sont pas allés avec le dos de la cuiller. Même si les héros « positifs » sont absents de ce film, il en reste le souvenir de cet officier sentimental qui bascule dans la subversion par idéalisme et sens de l'honneur, plutôt sympathique sur le fond. C'est dire à quel point les cartes y sont embrouillées.

## télévision

### TF 1

20.00 Journal  
20.30 **Senso**, film italien de Luchino Visconti  
Après la mort du cinéaste, la télévision entame une rediffusion des œuvres de Visconti; *senso* était sorti en 1954...  
22.40 **La part de vérité**  
Jean d'Ormesson  
Comme chacun sait, Jean d'Ormesson est directeur du réactionnaire *Le Figaro*.  
23.50 Journal

### A 2

17.20 **Fenêtre sur...**  
**Peut-être. Les jeunes et la société**  
Le titre de l'émission ou exprime mal le contenu : gynécologue et pédiatre, Gilbert Tordjmann, à partir de deux ouvrages qu'il a récemment publiés (*Réalités et problèmes de la vie sexuelle. De l'enfance à l'âge adulte* et *Sexe en question*) aborde la question de la misère sexuelle.  
18.30 Journal  
20.00 Journal  
21.45 **La saga des Français**  
**La mer à 33 kilomètres**  
Big chief... Vous souvenez-vous ? C'est l'usine de vêtements de la Roche-sur-Yon où il y a un an, éclata une longue grève. La mer à 33 kilomètres c'est l'histoire de cette grève. Il est rare que la télé consacre son écran à des films sur les luttes ouvrières. A noter donc.

### FR 3

19.55 **Flash journal**  
20.30 **Le complot**  
film français de René Gainville  
A dire vrai, le programme sur TF 1 ou l'A 2, ce soir est sans doute plus intéressant. Il n'en reste pas moins utile d'en dire quelques mots (cf. Sur FR 3).  
22.20 Journal

La revue *Dérive* intervient dans son numéro 3 par une approche matérielle de la crise des langages, et s'interroge sur cette inflation de langue d'ordres qui se saisissent aujourd'hui de la scène idéologique. *Dérive* participe d'une socialité critique, comme moment d'une alternative de la langue et du geste. Les transformations de langue et de pensée y sont interpellées en condition nécessaire à une transition matérielle au communisme. Mettre en crise la langue du pouvoir, c'est ébranler l'institution idéologique bourgeoise, sur un front d'histoire où la parole puisse circuler, et non dans les dérivés du système, mais au lieu de tous

les débats. Autour de ce numéro 3, sont intervenues les voix de Jean-Claude Montel et Gérard de Cortanze (revue *Change*), Jean-Pierre Verheggen (revue *TXT*), Philippe Tancelin (collectif de théâtre arabe *El Assifa*), Dominique Robert (groupe de libération homosexuel), intervention sur la crise de l'ego (Bernard Raquin), d'autres encore...

revue *Dérive*, 5, rue Henri-Pape Paris 75013  
Prix du numéro 5 F.  
Abonnement 4 numéros 15 F.  
(Chèques à l'ordre de Philippe Bonfils). *Dérive* est en vente à la librairie Rouge 10, impasse Guéméné.





## ESPAGNE

### L'OPPOSITION UNIFIEE POUR UNE MACRO-REFORME

● La Junte et la Plateforme démocratiques forment une « Coordination démocratique »

On annonçait samedi à Madrid que la *Junte Démocratique* (animée par le Parti Communiste) et la *Plateforme de Convergence démocratique* (animée par le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) étaient parvenues à un accord, après vingt-neuf heures de négociations, pour unifier l'opposition sous le nom de *Coordination démocratique*. Pendant l'agonie de Franco, le 30 octobre 1975, la Junte et la Plate-forme avaient signé un document commun qui pouvait apparaître comme un premier pas vers un rassemblement. Mais depuis, le rapprochement marquait le pas.

Le 14 mars dernier, il paraissait même durablement compromis, lorsque le secrétaire général du PSOE, Felipe Gonzales, appuyait, à l'occasion de la conférence socialiste de Lisbonne, les positions de Mario Soares, hostile à une alliance avec les partis communistes. Felipe Gonzales attaquait même, à mots à peine couverts, la politique du Parti Socialiste français, en déclarant que le « socialisme méditerranéen n'est qu'une façon habile de faire passer les fronts populaires ».

Pourtant, trois jours plus tard, le 17 mars, la Junte et la Plate-forme publiaient un premier communiqué commun, laconique, qui annonçait la formation d'une commission permanente de coordination, prélude à l'accord plus fondamental qui semble être intervenu vendredi dernier.

La presse espagnole a vu dans ces péripéties un « revirement » du PSOE.

Ce revirement était inscrit dans l'évolution récente de la situation espagnole ; il constitue un contre-coup direct du tournant qu'a signifié le massacre de Vitoria.

Les quatre morts de Vitoria scellent dans le sang la continuité entre la dictature franquiste et le gouvernement actuel. Accepter un élargissement de la coalition au pouvoir, en acceptant sa propre législation sans celle du PC, signifierait désormais pour le PSOE se compromettre avec les bourreaux de Vitoria. De plus, le PSOE est encore trop peu implanté, trop peu reconnu dans la classe ouvrière pour pouvoir maintenir envers le PC une attitude de division semblable à celle de Soares. Même le petit Parti Socialiste Italien, enfoncé depuis des années dans la collaboration privilégiée avec la démocratie-chrétienne a compris que persévérer dans cette voie, au moment où la montée de la mobilisation ouvrière profite (notamment sur le plan électoral) principalement au PC, signifierait un suicide : son récent congrès s'est orienté vers une politique d'Union de la Gauche. François Mitterrand, dont la tactique unitaire pouvait paraître très isolée au sein de l'Internationale social-démocrate, au moment de la conférence de Lisbonne, enregistrait à l'occasion de son voyage à Bonn, vendredi dernier, ces ralliements indirects à sa position : l'Europe occidentale tout entière se serait rendue compte en 1976 que « le choix des socialistes français en faveur de l'Union de la Gauche n'était pas forcément une erreur historique ». C'est un pavé jeté à domicile dans le jardin de la social-démocratie allemande.

En ce qui concerne l'Espagne, il reste à savoir ce que sera le contenu exact de l'accord conclu entre la Junte et la Plate-forme. Il s'agira vraisemblablement d'un pacte, plus proche du *compromis historique* tel



Représentants de la Junte et de la Plateforme à Madrid (Fotolib)

que le préconise le PC italien, que du programme commun de l'Union de la Gauche. Un communiqué publié le 21 mars par le comité exécutif du PCE permet de se faire une idée du contenu probable (et très limité) de ce pacte. Le PC proposait en effet un « *pacte démocratique* » devant déboucher sur la formation d'un large gouvernement provisoire et sur « *une rupture négociée* » avec l'héritage de la dictature. La plate-forme d'un tel pacte se limiterait à l'exigence des libertés démocratiques, en particulier l'amnistie, sans aucun engagement précis sur les revendications ouvrières. Quant aux institutions, le communiqué se contente de reprendre le thème d'ouverture d'un « *processus constituant* » sans fixer d'échéances précises et sans souffler mot du sort réservé au régime monarchique.

Ces perspectives ne semblent en rien contradictoires avec celles défendues par le dirigeant de la démocratie-chrétienne, Joaquin Ruiz-Gimenez, qui, dans un article des *Cuadernos para el dialogo*, écrivait il y a peu que le dilemme de l'Espagne en ce printemps n'est pas entre « *réforme* » et « *rupture* », mais entre « *micro-réforme* » et « *macro-réforme* ». Tout un programme.

La semaine qui s'ouvre devrait en tout cas apporter de plus amples éclaircissements, avec la publication, dès aujourd'hui peut-être, du pacte d'unification de l'opposition,

et d'autre part avec l'ouverture, à partir de jeudi, du congrès de la Démocratie-Chrétienne.

Daniel Bensaïd

### PAYS BASQUE : Gora Euskadi socialista !

Samedi soir, le vélodrome d'Anoeta à San Sebastian était comble pour accueillir le gratin de la chanson basque (Lete, Laboa, Gorke Knorr, Lupe...) : 12 000 personnes massées dans les gradins et 10 000 qui n'avaient pu trouver de place aux abords. Chaque chant débutait dans le noir, troué par la petite flamme de milliers d'allumettes et par les cris de « *Presok Kalera !* » (prisonniers dans la rue), « *Gora Euskadi socialista !* » (Vive le Pays basque socialiste). Hier dimanche, on attendait des manifestations analogues à l'occasion de la rencontre de football entre les deux équipes basques de l'Atletico de Bilbao et du Real de San Sebastian. Parallèlement à ces mobilisations les plus diverses, où tout prétexte à manifestation est utilisé, la répression contre le peuple basque ne se relâche pas : José Maria Larrea Mujica, accusé d'appartenir à ETA et d'avoir blessé par balles un policier de Vitoria, a été condamné samedi à 19 ans et quatre mois de prison ; six autres Basques ont été condamnés le même jour à des peines de trois et quatre ans de prison. Enfin, le procureur a requis vingt-quatre ans de prison contre Jesus Apalategui qui doit être jugé prochainement.

## CHINE

### MAO ENTRE EN LICE CONTRE TENG

Mao-Tsé-Toung est intervenu pour la première fois hier dans la campagne contre Teng-Hsiao Ping. Ou, du moins, les éditorialistes du *Quotidien du Peuple* l'ont-il fait intervenir, en lui prêtant dans leur article de dimanche une citation selon laquelle il aurait déclaré récemment à propos de Teng : « *Cette personne ne saisit pas la lutte des classes. Elle ne s'y est jamais référée* ». Notons à ce sujet que tous les adversaires de Mao sont toujours frappés de péchés à caractère rétroactifs : Liu Shao Dhi excommunié, n'avait jamais été un « bon communiste », mais un pervers congénital, traître en herbe lorsqu'il portait encore des culottes courtes. Aujourd'hui c'est le tour de Teng, rescapé de la révolution culturelle : ce vétéran du parti et de la longue marche ne se serait jamais référé à la lutte de classe.

Ce jugement éclabousse quelque peu la perspicacité du grand timonnier, qui aurait ainsi toléré pendant plusieurs décennies, un individu étranger au marxisme à la tête du parti, puis de l'Etat. De là à imaginer qu'avec le grand âge, de pareilles bévues pourraient se multiplier...

Outre ce procédé stalinien classique, l'éditorial du Quotidien

du Peuple met en lumière les limites assignées par la bureaucratie à la campagne anti-Teng. Il souligne en effet, avec insistance que la controverse entre partisans et ennemis de Teng ne porte pas sur la nécessité de développer et de moderniser la production industrielle, mais sur la meilleure façon d'y parvenir. Il insiste sur la nécessité de renforcer l'unité et la direction du parti, ainsi que le « *sens de l'organisation et de la discipline de la classe ouvrière* ». Enfin, il met en garde contre « *les activités de sabotage des ennemis de classe, contre les tentatives d'incitation des masses à s'affronter et celles de saboter la révolution en cassant la production* ».

En clair, la fraction de la bureaucratie chinoise qui se trouve à l'origine de la bataille actuelle entend se prémunir contre une mobilisation autonome des masses, semblable à ce qui a pu se passer dans certaines villes (Shanghai) notamment pendant la révolution culturelle.

Cette fois, échaudée par l'expérience de 67, la bureaucratie consigne préventivement les masses dans leurs usines, leurs villages et leurs casernes.

D.B.

### SAUVONS DESMOND TROTTER !



Desmond Trotter.

De nombreuses personnalités parmi lesquelles Mgr Marie Sainte, Aimé Césaire et Victor Sablé ont lancé un appel réclamant la grâce de Desmond Trotter (voir Rouge n° 12). Un télégramme a été envoyé au Pape, lui demandant d'intervenir personnellement.

## dernières nouvelles

### COMMUNIQUE

L'interdiction du meeting de l'Union démocratique populaire par Poniatoski, confirme une fois encore la politique répressive du gouvernement réactionnaire de Giscard, malgré la démagogie de son secrétaire d'Etat à l'immigration, Paul Dijoud. Cette interdiction est l'illustration concrète du type d'accords pour l'immigration que le gouvernement français et portugais s'approprient prochainement à parapher : des accords signés dans le dos des travailleurs.

La solidarité entre Giscard et la droite portugaise du PPD et du CDS s'approfondit. Poniatoski reçoit à bras ouverts les agents de la PIDE et

expulse les militants de « *Soldats Unis Vaincront* ». Les révolutionnaires se voient interdire de tenir un meeting public alors que Sa Carneiro, secrétaire général du PPD est reçu par Giscard et multiplie les conférences de presse.

Face à cette politique intolérable, il est plus que jamais nécessaire de réaliser l'unité d'action entre les organisations ouvrières dans l'immigration et de miser sur la solidarité internationaliste étroite des travailleurs français.

Secteur Immigration de la Ligue Communiste Internationaliste (organisation sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale au Portugal)

### R. Agret défie le ministre de la Justice

Samedi après-midi à la prison Hôpital des Baumettes, Roland Agret a avalé deux manches de fourchettes.

Il refuse d'être opéré et dans un communiqué que sa femme a transmis il déclare : « Cet acte peut apparaître comme inconsidéré mais je l'ai accompli en toute conscience ».

Le ministre de la justice est désormais devant ce choix : « Réouvrir le dossier Agret ou accepter que Roland meure. En effet, Roland Agret ne peut plus être opéré ; seule une alimentation normale permettrait à son organisme d'évacuer les manches de fourchettes, manches qui en restant bloqués attendent à sa vie ».